



**KYOTO**  
Mulroney refuse  
de condamner Harper  
Page A 3



**WASHINGTON**  
Bush retire des soldats d'Irak  
pour en envoyer en Afghanistan  
Page A 7

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCIX N° 205

LE MERCREDI 10 SEPTEMBRE 2008

89¢ + TAXES = 1\$

## Harper veut réduire de moitié la taxe sur le diesel

La mesure est loin de faire l'unanimité au pays

ALEC CASTONGUAY

Le chef conservateur Stephen Harper s'est engagé hier à diminuer de moitié la taxe d'accise fédérale sur le diesel et le carburant d'avion s'il est réélu, la faisant passer de 4 à 2 ¢ le litre. Le patronat et l'industrie du transport ont applaudi à cette promesse, alors que les groupes environnementaux, l'Union des consommateurs, les municipalités et les autres partis politiques ont accusé les conservateurs d'être électoralistes et de vouloir gagner des votes au détriment de la planète.

De passage à Winnipeg hier, Stephen Harper a fait sa première promesse de la campagne électorale, et elle n'est pas passée inaperçue. Le chef du PC veut faire passer la taxe fédérale sur le carburant diesel et d'aviation de 4 ¢ à 2 ¢ le litre sur une période de quatre ans. Un manque à gagner de 600 millions de dollars par année pour le gouvernement fédéral.

VOIR PAGE A 10: TAXE

■ Quel chef a pris le parti des femmes?, pages A 4 et A 5

■ La chronique de Manon Cornéliier, page A 5

■ Quelques raisons de ne pas voter pour les conservateurs, page A 9

Étude internationale

## La prévention a fait ses preuves contre la criminalité

BRIAN MYLES

La prévention est plus efficace que la répression pour combattre la criminalité, selon les résultats d'une étude inédite menée dans le monde entier.

Le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) a passé en revue plus de 65 pratiques de prévention dans 27 pays pour arriver à la conclusion que le recours aux matraques et aux menottes ne règle pas tout, bien au contraire.

À Montréal, à Paris ou à Johannesburg, des programmes de prévention adaptés à la réalité locale et appliqués par une multitude d'acteurs (policiers, élus, citoyens, groupes communautaires) donnent de meilleurs résultats. Le document cite notamment en exemple le cas de Bogotà, en Colombie, où le taux d'homicide a chuté de 80 pour 100 000 habitants à 23 pour 100 000 habitants en dix ans grâce à une politique municipale complète alliant des mesures répressives et préventives.

«La prévention n'est pas une dépense, c'est un investissement, un pari sur l'avenir, car cela vise à éviter la

VOIR PAGE A 10: PRÉVENTION

### INDEX

Actualités ..... A 2	Éditorial ..... A 8
Annonces ..... A 6	Idées ..... A 9
Avis publics .. A 4	Météo ..... A 7
Carrières ..... B 4	Monde ..... A 6
Culture ..... B 12	Mots croisés . A 6
Décès ..... A 6	Sudoku ..... A 4
Économie ..... B 1	Télévision .... B 12



La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a annoncé au *Devoir* sa ferme intention de présenter un projet de loi sur la gouvernance des universités.

## Universités: Courchesne est prête pour le coup de barre

Le projet de loi sur la gouvernance sera déposé cet automne contre vents et marées, a-t-elle révélé au *Devoir*

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Que les recteurs d'université se le tiennent pour dit, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, est déterminée à présenter cet automne un projet de loi sur la gouvernance des universités.

En dépit des résistances observées dans le milieu universitaire, la ministre entend exiger la présence de deux tiers de membres indépendants au sein des conseils d'administration des universités. «En terme de gouvernance, le conseil d'administration doit pouvoir jouer pleinement son rôle. Pour ce faire, dans les règles de bonnes pratiques de gouvernance, que ce soit dans les

hôpitaux, les universités, les cégeps, les entreprises, je crois à la nécessité des deux tiers de membres externes», a soutenu Mme Courchesne lors d'une rencontre éditoriale sur ses priorités de la rentrée, soulignant que ce principe a déjà été imposé aux sociétés d'État.

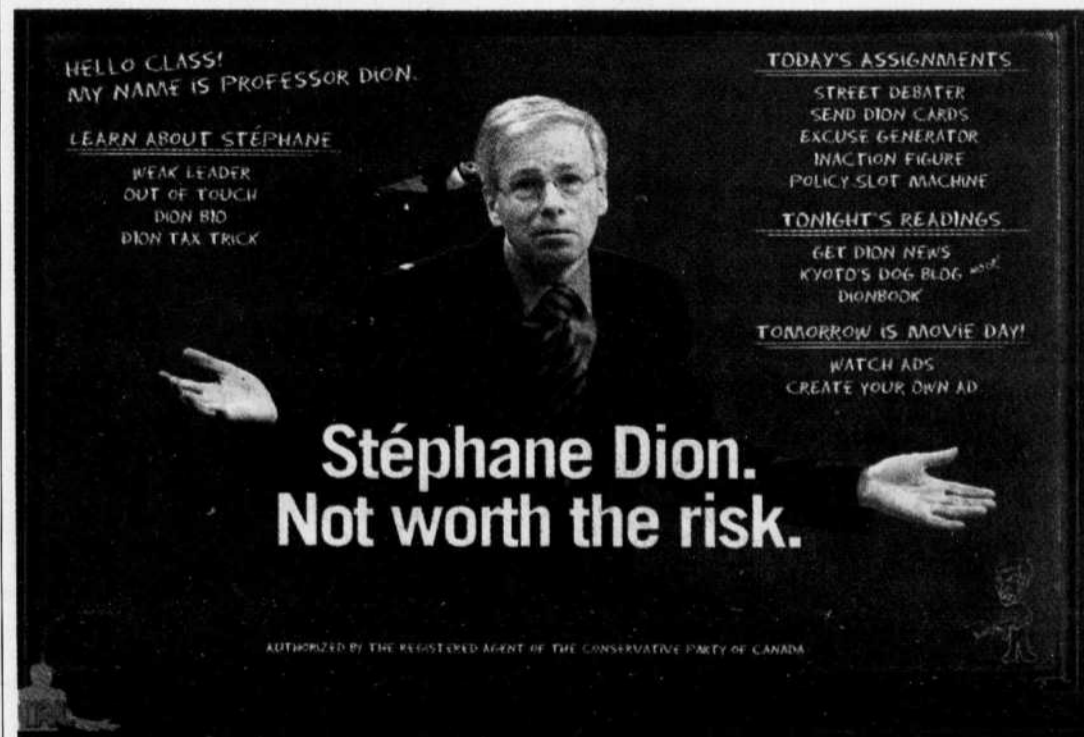
Au printemps, la ministre a rencontré les présidents des conseils d'administration des différentes universités ainsi que les recteurs afin de discuter des suites à donner aux recommandations du Groupe de travail sur la gouvernance des universités, présidé par le professeur des Hautes Études commerciales Jean-Marc Toulouse. Elle entend les rencontrer de nouveau au cours des prochaines semaines, avant de

faire cheminer un éventuel projet de loi dans les officines gouvernementales.

Ce principe d'une forte présence de membres indépendants ne passe cependant pas comme une lettre à la poste dans le milieu universitaire. «Les universités ne veulent pas de loi. Elles pensent qu'elles peuvent modifier la situation à travers leurs chartes. Je sens une grande réticence, une résistance à ce que le gouvernement adopte une loi pour assujettir les universités aux principes de gouvernance reconnus», a constaté Mme Courchesne.

VOIR PAGE A 10: COURCHESNE

## Salir l'adversaire pour gagner des voix



Un oiseau passe et laisse tomber sa fiente dans cette publicité anti-Dion créée sur un site Internet financé par le Parti conservateur. Stephen Harper a présenté ses excuses, et la publicité a été modifiée.

À quoi sert une publicité électorale montrant un macareux moine déféquant virtuellement sur Stéphane Dion? À qui ce message peut-il bien s'adresser?

STÉPHANE BAILLARGEON

Une fiente d'oiseau a entaché la campagne électorale hier matin. Un cacà lâché en plein vol par un volatile juste sur l'épaule du chef libéral, une création du site Internet notaleader.ca, financé par le Parti conservateur. «Ça ne dit rien sur moi, mais tout sur Stephen Harper», a commenté Stéphane Dion, politicien virtuellement encrotté.

Le leader conservateur a vite présenté ses excuses. «C'est tout à fait inacceptable», a dit M. Harper, de Winnipeg, avant que ne sonne midi. C'est de mauvais goût et tout à fait inapproprié. Et évidemment, j'offre mes excuses pour ça.»

L'image incriminée a vite été modifiée. Maintenant, le macareux moine — un symbole aviaire associé au clan de Michael Ignatieff, rival dans la dernière course à la direction libérale — passe et se retient, mais sous un Stéphane Dion toujours tout aussi dépité.

Le site notaleader.ca n'existe qu'en version anglaise. On y trouve aussi un dossier sur le thème «Stéphane Dion est imbu de lui-même» et une fausse page

VOIR PAGE A 10: SALIR

# CHARENTE

CHRISTIANE

9H

Rencontre avec le comédien Marc-André Grondin.

Réalisation: Bruno Guglielminotti



Radio-Canada.ca/christiane

95,1 FM  
PREMIÈRE CHAÎNE

# LES ACTUALITÉS

## Le maire de Brossard fait protéger le droit à l'anonymat

JEANNE CORRIVEAU

Le maire de Brossard a demandé l'intervention de la police, lundi soir, pour empêcher un caméraman de tourner des images au conseil municipal. Jean-Marc Pelletier soutient qu'il a agi ainsi pour protéger les citoyens présents dans la salle qui ne voulaient pas être filmés.

Reprochant aux représentants de MédiaSud de ne pas avoir respecté ses consignes lors de la séance du conseil du 18 août dernier, Jean-Marc Pelletier a demandé au caméraman de ranger son équipement quelques minutes avant le début de la séance de lundi soir. Comme le caméraman refusait d'obtempérer, le maire a fait appel aux policiers.

La caméra a filmé toute la scène qui peut être vue sur le site Internet de MédiaSud. On y voit les conseillers indépendants qui, en guise de protestation, quittent la salle, puis le maire effectuer lui-même un appel au service de police à l'aide d'un téléphone cellulaire. L'extrait prend fin sur les images du maire qui discute avec deux policières alors que celles-ci s'apprêtent à intervenir auprès du caméraman.

Le litige entre le maire et MédiaSud persiste depuis le mois de juin, alors qu'une équipe de tournage de ce portail d'information nouvellement créé s'était présentée à la séance du conseil municipal. Jean-Marc Pelletier avait notamment exigé que la caméra s'abstienne de filmer l'assistance. Or, en août dernier, des images ont été diffusées sur le site Internet de MédiaSud sur lesquelles on aperçoit des citoyens s'apprêtant à intervenir au micro.

Mécontent, le maire Pelletier n'a pas attendu le début de la séance, lundi soir, pour exiger du caméraman de MédiaSud qu'il range son équipement.

Se disant responsable du maintien de l'ordre et du décorum de l'assemblée, le maire estime qu'il est en droit de donner des directives à l'égard des journalistes. En décembre dernier, relate-t-il, le ministre des Affaires municipales lui avait reproché de ne pas être intervenu avec assez de fermeté auprès du conseiller Zaki Thomas qui aurait tenu des «propos vulgaires» à l'endroit d'un citoyen. Le

maire invoque aussi un jugement de la Cour suprême datant de 1998 pour expliquer sa position. Ce jugement avait donné raison à Pascale Claude Aubry, dont la photo avait été publiée sans son consentement dans la revue *Vice-Versa* alors qu'elle se trouvait dans la rue Sainte-Catherine. «Les assemblées du conseil municipal sont publiques, mais pour le reste, je dois m'assurer d'un certain décorum», dit-il.

À ce sujet, Pierre Trudel, professeur au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, estime que cette décision «terrible et extrêmement déplorable» de la Cour suprême demeure vague à l'égard de la place à accorder à l'intérêt public. «Il y a beaucoup de gens qui l'interprètent comme permettant aux citoyens, même dans un lieu public, de décider à leur guise si ça leur tente ou non d'être photographiés», explique-t-il.

De leur côté, les conseillers indépendants, qui forment la majorité au conseil, entendent réviser le règlement de régie interne pour forcer le maire à permettre aux médias de filmer la période de questions des citoyens. Ce nouveau règlement devrait être adopté en octobre, mais les conseillers indépendants veulent d'abord s'assurer qu'il est inattaquable. «Il ne faut pas bâcler l'affaire», commente le conseiller indépendant Serge Séguin.

L'adoption éventuelle d'un tel règlement n'émeut pas Jean-Marc Pelletier «Je ne me sentirai pas lié», dit-il. Je suis minoritaire au conseil, mais pour ce qui est du décorum, je suis le maire à bord parce que si ça dérape et si les droits des gens sont bafoués, ce n'est pas le conseil qui va se faire ramasser, c'est le maire.»

Pour sa part, le président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, François Bourque, entend écrire au maire Pelletier pour l'inviter à autoriser les journalistes à faire leur travail. «On comprend qu'il puisse y avoir des règles de décorum qui imposent de baliser parfois l'usage de caméras, mais on ne voit pas comment le fait de filmer une période de questions des citoyens peut nuire au décorum», explique-t-il.

Le Devoir



Le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, Gaétan Barrette (au centre), rencontrait hier ses membres afin de leur faire part des résultats de sa rencontre avec le ministre de la Santé.

## Le ministre de la Santé convoque le président du CHUM

Les médecins spécialistes ont pris connaissance hier des échanges entre leurs représentants et le ministre Yves Bolduc

KATHLEEN LÉVESQUE  
JACINTHE TREMBLAY

Devant la controverse que suscite le CHUM, le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a convoqué une rencontre de mise au point avec le président du conseil d'administration qui se déroulera demain, à Montréal.

«Le ministre veut se tenir informé. Il veut prendre le pouls de ce qui se passe ces temps-ci au CHUM. C'est un projet d'envergure, et ça passe nécessairement par des discussions avec le président du conseil d'administration», a expliqué hier au *Devoir* l'attachée de presse du ministre, Marie-Eve Bédard.

Depuis une semaine, *Le Devoir* a révélé l'intention du CHUM de laisser entre les mains du privé les soins, l'enseignement et la recherche en ophtalmologie ainsi que de réduire les services de psychiatrie dans le futur hôpital. De plus, des discussions sont en cours

entre le CHUM et le chanteur Garou pour la construction d'un complexe de santé.

Comme le souligne Marie-Eve Bédard, plusieurs éléments posent problème au CHUM depuis quelques mois. Outre le projet de construction du futur CHUM fortement critiqué, l'hôpital actuel est aux prises avec un manque de ressources qui fait pression sur le service des urgences. De plus, la direction générale reste à pourvoir depuis le départ forcé en juillet dernier du Dr Denis Roy.

«C'est une rencontre de mise à jour sur l'ensemble du CHUM», a précisé Mme Bédard.

Compte tenu de cette réunion, le CHUM a prévenu qu'aucune réponse ne serait donnée aux questions posées par *Le Devoir* d'ici là.

Lundi, le ministre Bolduc a rencontré le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), Gaétan Barrette, sur le dossier spécifique du fu-

tur CHUM. À la suite de ce face-à-face, le cabinet du ministre a précisé que des changements pourraient être apportés au projet du CHUM, notamment en ce qui a trait au nombre de lits et au nombre de salles d'opération. Le ministre Bolduc a même laissé entendre que le budget alloué au futur CHUM pourrait être revu à la hausse.

M. Barrette rendait compte de ses discussions avec le ministre hier soir lors d'une assemblée générale des médecins spécialistes travaillant au CHUM. À l'ouverture de la réunion, on comptait quelque 200 médecins.

L'interprétation de M. Barrette est que le CHUM se fera sur deux sites. Or, depuis des mois, le ministre, le premier ministre Jean Charest et la direction du CHUM ont répété sur tous les tons que les soins et les services cliniques seraient offerts sous le même toit.

«Ça sera un CHUM au moins sur deux sites. C'est clair. Il va y avoir une méga-problématique de distribution des effectifs. Il va y avoir une collision entre la vision du ministère et la réalité», a affirmé M. Barrette quelques minutes avant de rencontrer ses membres.

Par ailleurs, le président de la FMSQ a indiqué que le projet du futur hôpital prévoit une réduction de ses activités. «Ce qu'on annonce, c'est un petit CHUM qui ne sera pas un CHU [centre hospitalier universitaire] de classe mondiale», a fait valoir M. Barrette.

Ce dernier a donné l'assurance que le choix du site a été au cœur des discussions contrairement à ce qu'a affirmé le cabinet ministériel.

Au moment de mettre sous presse, aucune décision des médecins spécialistes n'avait été prise sur un éventuel plan d'action.

Le Devoir

4 scènes

# SHOW Rentrée

showdelarentree.com

## 10 septembre 08

GRATUIT

Desjardins-Pollack dès 18h30 Université Laval

Rock

Grande Saison

Band de garage

21h Chocoi

22h Dales Hawerchuk

Folk

Amplifier l'été

20h30 Pateru is Movement

21h30 Julie Dolron

22h Digitalism

électro

Après du Desjardins

21h30 Holy Fuck

22h30 Takika

23h30 Good Samaritans

24h30 Limon Starz

25h30 Accrophone

HIP-HOP

2 PUB DIVERSITÉ

Arshitechs du Son

10 ans!

Service couche-tard jusqu'à 3h

**Revenez en sécurité, prenez l'autobus!**

Trajets (87-800-801) • Pour cette journée Uniquement

SPL

UNIVERSITÉ LAVAL

BORÉALE

PUB Université

## Montréal sera l'hôte de Civicus

Le regroupement d'organisations civiles comptera sur l'aide de l'INM pour ses trois prochains congrès

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le Palais des congrès de Montréal sera, du 28 au 31 août 2009, pris d'assaut par environ 1000 délégués issus d'organisations non gouvernementales, syndicales, religieuses, philanthropiques et du monde des affaires des quatre coins de la planète.

L'Institut du Nouveau Monde (INM) et la Ville de Montréal ont été choisis pour organiser les trois prochains rassemblements du regroupement d'organisations civiles, Civicus. «C'est l'événement de la rentrée, le lien entre l'été des festivals, très festif, et la nécessaire rentrée scolaire et politique», dit le coordonnateur des programmes de l'INM, Alexandre Meunier.

L'INM s'est aussi vu confier l'organisation de la rencontre de 2012 et jongle actuellement avec l'idée

de tenir le rassemblement dans un pays du sud.

Basé à Johannesburg en Afrique du Sud, Civicus s'efforce, depuis 1993, d'être le porte-voix de la société civile internationale. Il entend stimuler l'action citoyenne et de prêter main-forte aux populations qui doivent composer avec un régime démocratique friable où les libertés d'association sont allègrement bafouées.

**Lieux de réseautage**

«C'est une alliance d'organisations qui poursuivent des valeurs comme celles de l'INM. Elle permet aux organisations de se réseauter, de se rencontrer dans les assemblées mondiales annuelles, mais aussi de suivre l'évolution de la société civile dans les 120 pays qui sont représentés par les membres de Civicus», explique Alexandre Meunier.

«Civicus essaie de protéger les

droits de la société civile, de s'assurer que les meilleures pratiques de gouvernance soient partagées et d'accroître l'influence de la société civile sur la politique, ajoute la secrétaire générale de l'alliance, Ingrid Srinath. Les 450 membres de Civicus représentent environ 8000 organisations à travers le monde.»

Civicus entend notamment développer des pistes de solutions pour lutter contre la pauvreté et accélérer l'intégration des femmes, des gays, des lesbiennes et des transsexuels, et bataille afin qu'ils puissent jouir des droits politiques, économiques et culturels garantis par une multitude de conventions et de pactes internationaux.

Le Palais des congrès de Montréal estime à six millions de dollars les retombées économiques des rencontres qui auront lieu à Montréal.

Le Devoir

**DROIT IMMOBILIER**

Christiane Barnabé, Avocate

Mon expérience et mon professionnalisme à votre service.

514-495-8150 [www.droitimmobilier.ca](http://www.droitimmobilier.ca)

L'AGENDA

L'HORAIRE TÉLÉ

LE GUIDE DES SOIRÉES

Gratuit dans Le Devoir du samedi

LE DEVOIR

## LA VIE EN VERT

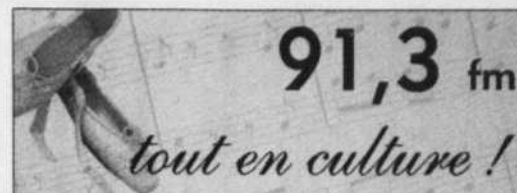
### CE SOIR 19 H

FAIRE SON GRAND MÉNAGE DE FAÇON RESPONSABLE, C'EST POSSIBLE !

AVEC PASCALE TREMBLAY

Télé-Québec

## ACTUALITÉS



# Kyoto: Mulroney refuse de condamner Harper

## Tous les autres anciens premiers ministres ont signé une déclaration réclamant une action immédiate pour contrer les changements climatiques

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Brian Mulroney est le seul des anciens premiers ministres canadiens, libéraux et conservateurs, qui a refusé hier de signer une déclaration stigmatisant le laxisme du gouvernement Harper et des autres gouvernements dans le dossier des changements climatiques.

La déclaration, dévoilée à Toronto et réclamant des gouvernements une «action immédiate» pour stabiliser le climat, avait été initialement signée par Joe Clark, John Turner, Kim Campbell et Paul Martin. En après-midi hier, l'ancien premier ministre Jean Chrétien a ajouté son nom au bas du texte que contre-signent une soixantaine d'autres personnalités du monde universitaire, des affaires, de la littérature, des syndicats et de l'environnement.

Brian Mulroney a émis une déclaration en fin d'après-midi hier pour dire qu'il «ne croit pas qu'il convienne d'ajouter quelque commentaire que ce soit à ce sujet pendant une campagne électorale animée».

Invité à dire s'il craignait en signant cette déclaration de nuire au gouvernement Harper, son porte-parole, Joseph Lavoie, a répondu «Oui» et a précisé que M. Mulroney n'accorderait aucune entrevue sur la question.

A Toronto, John Roy, porte-parole du mouvement Power Up et de la déclaration lancée par un autre groupe, le Canadian for Climate Leadership (CLC), a



Brian Mulroney

ARCHIVES REUTERS

précisé au *Devoir* que M. Mulroney et son état-major avaient été invités à adhérer à cette déclaration il y a quelques temps, mais qu'il espérait toujours une réponse favorable. C'était une heure avant la déclaration inscrite sur le site personnel de Brian Mulroney, qui déclinait formellement l'invitation.

L'ancien premier ministre conservateur, désigné par le Sierra Club en 2006 comme le premier ministre le plus vert du Canada, a par ailleurs fait savoir qu'«il se pourrait qu'il discute de l'environnement de façon plus détaillée à une date ultérieure». Son mutisme actuel a d'autant plus surpris les observateurs que c'est sous sa gouverne que le Canada a adhéré à Rio en

1992 la Convention sur les changements climatiques, dont les signataires de la déclaration d'hier réclament, en réalité, une application accélérée pour combler le retard du Canada, un retard qui sera chaque jour plus coûteux aux contribuables.

La déclaration impute aux plus hauts responsables du pays le laxisme qui paralyse la lutte contre les changements climatiques ici au Canada, une lutte orchestrée par Ottawa sous la férule du premier ministre Stephen Harper.

«Jusqu'ici, écrivent notamment les cinq anciens premiers ministres conservateurs et libéraux, la principale lacune demeure l'absence de politiques et de mesures efficaces de la part des gouvernements.»

Sans indiquer quels devraient être les objectifs de réduction à court et moyen terme, les signataires de la déclaration précisent néanmoins que le Canada devra «réduire radicalement» ses émissions de gaz à effet de serre (GES) «de plus de la moitié, et peut-être même de plus de 80 % d'ici 2050».

Ils ajoutent que les «politiques pour ralentir les effets des changements climatiques doivent comprendre des mesures qui attribuent un coût financier aux émissions de GES, comme une taxe sur les émissions, un système de plafonnement et d'échanges de droits d'émissions, ou une combinaison des deux.»

Actuellement, seul le Parti libéral de Stéphane Dion propose de mettre en place au Canada ces deux stratégies, soit celle de Kyoto avec un plafond

et un marché de droits d'émissions, et en plus une taxe sur le carbone. Le NPD et le Bloc québécois s'en tiennent à la stratégie Kyoto. Conscients de l'impossibilité de matérialiser d'ici 2012 les engagements du protocole de Kyoto, les libéraux proposent de rejoindre la communauté internationale dans la deuxième phase du protocole (2012-2020) avec des réductions allant de 20 à 25 % sous le niveau de 2010, tout dépendant des négociations de Copenhague en 2009. Le NPD et le Bloc proposent une réduction de 25 % par rapport à 1990 et le Parti vert, une réduction de 30 %. La stratégie des conservateurs permettrait au Canada d'atteindre difficilement une réduction de -6 % en 2020, soit l'objectif légalement contraignant qu'il est censé attendre chaque année entre 2008 et 2012 en moyenne.

Les anciens premiers ministres et les autres personnalités publiques estiment nécessaire d'attribuer rapidement un coût aux émissions de GES, dont le prix initial serait de 30 \$. Ils réclament aussi une révision en profondeur de la politique énergétique canadienne et une harmonisation des deux politiques — énergie et climat — avec celles de nos principaux partenaires économiques.

On peut consulter la déclaration et la liste des signataires sur le site Internet du groupe Equiterre, partenaire de Power Up et du CLC dans ce dossier.

Le Devoir

# Ike quitte Cuba et menace maintenant les États-Unis

ISABEL SANCHEZ

La Havane — Après avoir entraîné l'évacuation de plus de deux millions de personnes, endommagé ou détruit des milliers de maisons et causé la mort de quatre personnes, l'ouragan *Ike* a achevé hier une traversée de deux jours de l'île de Cuba et se dirigeait vers le sud des États-Unis.

L'œil du cyclone a balayé pendant cinq heures la province occidentale de Pinar del Rio, voisine de celle de La Havane, avant de gagner le golfe du Mexique vers 19h45 GMT, selon le Centre de météorologie de Cuba (Insmet).

*Ike* était presque devenu une tempête tropicale lors de son passage sur la partie occidentale de Cuba avec des vents soufflant en moyenne à 120 km/h. Ouragan de catégorie 1, la plus faible sur l'échelle Saffir-Simpson, il était classé catégorie 3 lundi quand il avait frappé la partie orientale de l'île.

Aucune information sur d'éventuels dégâts n'était dans l'immédiat disponible pour la région de Pinar del Rio où plus de 60 % du territoire, célèbre pour ses plantations de tabac, avait été dévasté le 30 août par *Gustav*, «seize fois plus puissant qu'*Ike*», selon l'Insmet. *Gustav*, un ouragan de catégorie 4, n'avait cependant fait aucun mort sur l'île.

À La Havane, placée en état d'alerte maximale, des pluies intenses et des vents violents continuaient hier en fin de journée de balayer les rues désertes. Des brigades de secouristes étaient déjà déployées pour dégager des artères bloquées par la chute d'arbres ou de feux de signalisation.

Toute circulation à pied ou en véhicule était interdite sans autorisation pour les 2,2 millions de Havanais, dont 240 000 avaient été évacués dans des refuges ou chez des particuliers, notamment dans le quartier historique de la Vieille Havane qui risquait d'être inondé, selon la Défense civile.

«J'avais l'impression que le vent emportait tout. Des arbres sont tombés, je n'ai pas pu dormir de la nuit», a déclaré à l'AFP une habitante de 49 ans du quartier

Des résidents de Key West affrontent le vent et les vagues à l'approche de l'ouragan *Ike*.

CARLOS BARRIA REUTERS

du Vedado.

Plus de deux millions de personnes, dont 10 000 touristes étrangers, ont été au total évacués sur cette

île de 11 millions d'habitants. Parmi eux, certains ont commencé à rentrer après le passage lundi d'*Ike* sur le centre et l'est, où il a fait quatre morts, notamment

dans l'effondrement de maisons.

Les «mesures anti-cyclone» à Cuba sont dirigées d'une main de fer par les autorités communistes et, avant le passage d'*Ike*, il n'y avait pas eu de morts dans l'île dus à un ouragan depuis Dennis en 2005, qui avait fait 16 tués.

Le président cubain, Raul Castro, a réuni le Conseil national de Défense et son frère Fidel, 82 ans, l'ancien «Lider maximo» en convalescence depuis deux ans, suivait «minute par minute» l'évolution d'*Ike*, selon la télévision.

Selon les météorologues cubains, jamais encore Cuba n'avait été frappé par deux ouragans en seulement huit jours, comme cela vient d'arriver avec *Ike* et *Gustav*.

Dans le golfe du Mexique, où se concentre le quart de la production américaine de pétrole (1,3 million de barils de brut par jour), le groupe pétrolier anglo-néerlandais Shell devait évacuer par précaution son personnel des installations off-shore et donc y suspendre ses opérations.

D'autres compagnies, comme la britannique BP ou la française Total, envisageaient d'emboîter le pas à Shell dans cette région pétrolière où la production ne s'est pas encore relevée du passage de *Gustav*.

En Haïti, les fortes pluies provoquées par le passage d'*Ike* au large de ce pays ont causé la mort de dizaines de personnes, la majorité dans un village balayé par des trombes d'eau, selon un bilan officiel.

Dans ce pays très pauvre, des centaines de personnes sont mortes, et plus de 800 000 personnes ont été affectées, selon l'ONU, par le passage en trois semaines de quatre dépressions majeures, *Fay*, *Gustav*, *Hanna* puis *Ike*.

La Fédération internationale de la Croix-Rouge a lancé hier un appel de fonds de 3,9 millions d'euros pour «soutenir l'action humanitaire de la Croix-Rouge cubaine, confrontée à une saison cyclonique destructrice».

Agence France-Presse

# Les deux derniers ouragans ont fait 101 morts aux Gonaïves

JACQUES GUILLON

Gonaïves —Trois jours après le passage du cyclone *Ike*, la ville des Gonaïves déplore 101 morts et reste le centre de la catastrophe humanitaire qui frappe des centaines de milliers d'Haïtiens épuisés et affamés, que les humanitaires tentent de secourir avec la plus grande peine.

Un nouveau bilan établi par l'ONU hier faisait état de 101 personnes mortes depuis lundi et le passage successif des deux ouragans *Hanna* et *Ike*, selon Vicky Delore-Ndjeuga, chargée de l'information à la mission de stabilisation de l'ONU en Haïti, la Minustah.

«Les eaux baissent, on a trouvé trois nouveaux corps en ville», a-t-il déclaré, précisant que «le total est monté à 101 morts».

«Si on ne trouve pas une solution pour amener de l'aide humanitaire massivement, on va vers des bagarres et des émeutes qui feront plus de morts que le cyclone», a-t-il prévenu.

Alors que depuis un mois quatre ouragans (*Fay*, *Gustav*, *Hanna* et *Ike*) se sont abattus sur les Caraïbes, «on estime que 800 000 personnes ont un besoin urgent d'aide humanitaire à Haïti», a en outre indiqué à la presse, à Genève, Elisabeth Byrs, porte-parole du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), sans fournir de bilan précis sur le nombre de morts.

Hier matin aux Gonaïves, la foule a pris d'assaut un camion de nourriture, car l'escorte de Casques bleus militaires argentins

a vite été cernée par des femmes et des enfants qui se sont servis eux-mêmes.

«Le coup avait été mal préparé, le portail de l'école où devait avoir lieu la distribution était trop petit pour que le camion passe, et les gens en ont profité», a expliqué un humanitaire sous couvert de l'anonymat. «Les gens sont désespérés, la situation est explosive», a-t-il ajouté.

Dans cette ville de 300 000 habitants, environ 80 000 personnes ont retrouvé un abri. Les autres s'organisent pour vivre sur les toits, avec leur animaux, leurs vélos, leurs meubles, en attendant que l'eau baisse.

Les Nations unies ont établi un pont aérien entre Port-au-Prince et les Gonaïves, à 150 km au nord de la capitale, afin d'acheminer des secours aux 250 000 sinistrés de cette région dévastée.

L'opération avait déjà assuré 46 vols d'hélicoptères ces derniers jours pour acheminer 64 tonnes de matériel aux Gonaïves, a détaillé la porte-parole de la Minustah, Sophie Boutaud de la Combe.

Il y a quatre ans, après la tempête tropicale *Jeanne* qui avait fait 3000 morts dans cette ville, il avait fallu environ trois semaines pour que la situation revienne à la normale.

Hier matin, le secrétaire d'État français à la Coopération, Alain Joyandet, a parcouru en camion de l'ONU les rues boueuses de la ville. Il s'est arrêté à la cathédrale dont la nef baigne encore dans une eau puante au milieu des bancs renversés, a salué une centaine de

personnes réfugiés sur une sorte de balcon, puis est allé à la rencontre de la population de la rue.

«Grand Gout [on a faim], personne sait rien», a crié un habitant en créole. «Il faut réparer la route et le pont, après ça va», a dit un autre.

M. Joyandet a promis l'aide de la France et de l'Europe.

«Les politiques de chez nous, ils viennent pas, pourquoi?», a demandé un Haïtien.

Agence France-Presse

**Zyeco Solariums**

**Vous méritez bien... ce qu'il y a de mieux!**

LAVAL 3155, Jules-Brillant 514-335-2050	LONGUEUIL 848, Trans-Canada 514-335-2050	GATINEAU 1201, St-Joseph 819-778-5313	OTTAWA 1460, Ch Cyrville 613-288-2808	QUÉBEC 5237, Wilfrid-Hamel O. 418-877-1888
---	--	---	---	--

www.zyeco.com  
1-800-361-9232

J'essaie de vous éviter un procès

François Gendron  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

**TUDOR**  
TUDORWATCH.COM

CLASSIC  
Boîtier en acier et or 38 mm



Bijouterie  
**Gambard**

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL  
(514) 866-3876

# ELECTIONS FÉDÉRALES

## Dion promet de rétablir et d'améliorer le Programme de contestation judiciaire

ALEC CASTONGUAY

Terminant une tournée de deux jours à Montréal hier, le chef libéral Stéphane Dion s'est engagé à remettre sur pied et à bonifier le Programme de contestation judiciaire (PCJ) aboli par le gouvernement Harper en septembre 2006.

Le programme de 2,8 millions de dollars par année soutient les luttes constitutionnelles des groupes minoritaires devant les tribunaux. Francophones hors Québec, handicapés et homosexuels, par exemple, ont déjà utilisé ce programme pour contester des lois fédérales discriminatoires. C'est aussi grâce au PCJ que les

Franco-Québécois ont pu sauver l'hôpital Montfort, envers et contre la volonté du gouvernement provincial de Mike Harris.

L'abolition de ce programme avait soulevé un tollé d'un bout à l'autre du pays en 2006. Stephen Harper avait alors soutenu que ce n'était pas le rôle du gouvernement de payer des avocats. Une version édulcorée du PCJ, réservée uniquement aux minorités linguistiques, a été annoncée au début de l'été par le gouvernement Harper, mais n'a pas encore été testée. Il s'agit d'un programme de médiation de 1,5 million de dollars.

Mais cette version est insuffisante aux yeux de Stéphane Dion, qui a accusé les conservateurs de

détruire «le tissu social» du Canada. Le chef libéral a précisé que monter un dossier pour défendre des droits garantis par la Charte est extrêmement coûteux et que l'ancienne version du PCJ servait à cette fin. «C'était de s'assurer que les procédures judiciaires étaient accessibles à tous», a-t-il dit.

Stéphane Dion veut financer le programme à hauteur de six millions de dollars par année, soit le double de l'ancienne version du PCJ. Le tout permettra «un Canada plus juste», a-t-il dit de passage dans la circonscription de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine, à Montréal.

Le Devoir

## Le chef libéral réaffirme sa volonté d'augmenter l'aide aux familles

KARINE FORTIN

Le chef libéral Stéphane Dion a répliqué hier aux publicités conservatrices qui le dépeignent comme l'ennemi des Canadiens ordinaires en réitérant sa promesse d'augmenter de 350 \$ par an la prestation canadienne pour enfants et d'accroître 1225 \$ supplémentaires par an aux familles les plus pauvres.

La promesse de M. Dion fait partie du Tournant vert, cette vaste stratégie de lutte contre les changements climatiques dévoilée par les libéraux au printemps qui prévoit l'imposition d'une taxe sur les émissions de gaz à effet de serre, combinée à des allègements fiscaux.

En la répétant maintenant, les libéraux espèrent freiner l'élan des conservateurs, qui se présentent depuis le début de la campagne électorale comme le parti de la famille et de la classe moyenne.

La déclaration de M. Dion constitue un démenti formel aux nouvelles publicités dévoilées hier matin par les conservateurs et qui clament que les libéraux élimineraient la prestation fiscale pour enfants. Cette prestation impossible créée par le gouvernement Harper est de 100 \$ par enfant par mois, soit 1200 \$ par année.

Depuis le début de la campagne, M. Dion fait beaucoup d'efforts pour redorer son image en réponse à la

caricature présentée par les conservateurs depuis 18 mois.

«Les Canadiens doivent savoir que je ne suis pas un homme riche. Nous avons des discussions comme tout le monde sur le paiement des factures à la fin du mois», a-t-il expliqué, alors que son épouse Janine Krüber se tenait à ses côtés, dans un local électoral de la circonscription de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine.

M. Dion dit vouloir mettre fin au règne du laisser-faire et au «chacun pour soi» instauré par les conservateurs.

En plus de s'engager à aider les familles, le chef libéral a répété qu'il ressusciterait le Programme de contestation judiciaire (PCJ) qui soutenait les luttes constitutionnelles des groupes minoritaires devant les tribunaux.

Les conservateurs ont coupé les vivres à ce programme de trois millions de dollars il y a deux ans. Une version édulcorée, réservée aux minorités linguistiques, a été annoncée au début de l'été, mais n'a pas encore été testée. Cela est insuffisant aux yeux de M. Dion qui accuse les conservateurs de détruire «le tissu social» du Canada.

M. Dion a quitté la région de Montréal hier matin, pour aller faire campagne en Ontario.

La Presse canadienne

## ROCK'N'PLC



SON PRÉDÉCESSEUR, Paul Martin, s'était lié d'amitié avec le très populaire chanteur Bono et, hier, le chef libéral Stéphane Dion a montré que lui aussi avait ses entrées dans le monde du rock, recevant l'appui du guitariste Rob Baker, du groupe Tragically Hip.



# Quel chef a pris le parti des femmes?

## Stéphane Dion a rempli sa promesse

## Stephen Harper peine à présenter des candidatures féminines

## Gilles Duceppe fait moins bonne figure qu'au dernier scrutin

## Jack Layton présente une femme dans un peu plus d'une circonscription sur trois

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique sont en tête à la fois à l'égard de la participation des femmes à leur prochain scrutin.

En chiffres absolus, c'est pour l'instant le parti de Stéphane Dion qui trône au sommet du palmarès avec pas moins de 100 femmes ayant accepté de porter les couleurs du parti.

Arrive ensuite le Parti vert, seule formation pancanadienne dirigée par une femme, qui a embrigadé 60 candidates sur 200 (30 %). Le Bloc québécois a pour sa part recruté un total de 272 candidats officiellement désignés. Le NPD quant à lui en a 72 sur un total de 194.

Pour Stéphane Dion, c'est donc mission accomplie. Après son élection à la tête du Parti libéral, M. Dion s'attend à ce que son gouvernement mette fin à la discrimination à l'égard des femmes dans le processus de nomination.

«Si aucun n'était une femme, nous aurions encore un pourcentage de candidates de 22,5 %», se félicite le stratège libéral Marc Roy. Les libéraux n'ont pas présenté plus de femmes à l'élection que ses adversaires progressiste-conservateur, allianciste ou réformiste.

Le Bloc québécois affiche quant à lui un recul par rapport à l'élection de 2006 (23). La députée Nicole Demers se dit quand même contente du résultat de recrutement.

«C'est toujours difficile pour une femme de se présenter en politique, surtout quand les élections sont déclenchées aussi vite», note-t-elle. Mme Demers n'est pas surprise de la performance du Parti conservateur. «Ce parti est un club d'hommes. Ils sont paternalistes et condescendants», affirme-t-elle.

«Quand on nous envoie des hommes au comité de la Condition féminine nous dire qu'on n'a rien compris aux initiatives proposées, quand on envoie des hommes faire cette job, c'est très condescendant», dit-elle.

Petite anecdote: Québec, dans la circonscription de Limoilou-Beauport détenue par la conservatrice Sylvie Boucher, le Bloc québécois présente Éléonore Mainguy, qui a accouché dimanche... le jour du déclenchement des élections. Son parti ignore si elle est déjà mère de la maison de naissance et reconnaît que la campagne qu'elle mènera sera «ridicule!»

«Il faut rappeler que notre parti est né d'une fusion en 2004», explique la ministre Josée Verrier, insistant sur le fait que le parti a été créé par des femmes.

«Il y a eu un bond majeur quant à la présence des femmes dans le parti», dit-elle. «Plus les élections passent, plus on attire les femmes.»



Elizabeth May, du Parti vert, est la seule femme à diriger une formation politique sur la scène fédérale. Son parti présente 60 femmes sur 200.

Le Devoir

## Mario Dumont accuse le Bloc de mener une campagne de peur

Mais le chef adéquiste excuse les publicités négatives du Parti conservateur... pour qui il va d'ailleurs voter

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a dénoncé la «campagne de peur» que mène le Bloc québécois contre les conservateurs. Mais il s'est bien gardé de critiquer les publicités négatives dont use le parti de Stephen Harper pour noircir le chef libéral Stéphane Dion.

Accompagné de trois de ses députés — Éric Caire, François Desrochers et Lucie Leblanc —, Mario Dumont a été les exigences de son parti au regard des élections fédérales, exigences tout droit tirées du pro-

gramme adéquiste, notamment la réouverture de la Constitution canadienne pour encaisser la reconnaissance du Québec comme nation et pour encadrer le référendum fédéral de 2008.

«Le chef de l'opposition officielle a profité de l'occasion pour décrier «des grandes déclarations terroristes» faites par le Bloc à l'endroit des conservateurs. Il a dit: «restez qui vous une bonne petite odeur de rosbœuf»... souhaiter «qu'on mette de côté les campagnes de peur qui sont franchement ridicules».

«L'appétit pour entreprendre des négociations constitutionnelles est «relativement faible», a-t-il été forcé de reconnaître. Mais ce n'est pas une raison pour ne rien tenter, selon lui.

«Si on trouve qu'il manque d'appétit à Ottawa pour parler de Constitution, ce n'est pas des cuisines de Jean Charest qui sont une bonne petite odeur de rosbœuf»... dit-il. «Plus les élections passent, plus on attire les femmes.»

«Les troupes adéquistes n'ont reçu aucun mot d'ordre pour qu'elles prêtent main-forte aux conservateurs, a assuré Mario Dumont. En revanche, il est clair que, «malheureusement», plus d'adéquistes travaillent pour le PC que pour tout autre parti, a-t-il reconnu.

Mario Dumont se sent attiré par Stephen Harper, c'est avant tout parce que le Canada a subi pendant longtemps «l'emprise de la centralisation», faisant allusion au long règne du Parti libéral du Canada. «Et soudainement, un parti [le Parti conservateur] qui montre du respect pour l'autonomie des provinces, c'est positif

pour le fonctionnement du Canada et tout autant pour le Québec comme province».

Outre ses visées constitutionnelles, l'ADQ exige des partis fédéraux qu'ils ne bloquent pas le développement de la médecine privée au Québec en invoquant la loi canadienne sur la santé. Le parti réclame en outre le transfert sans condition des investissements fédéraux en matière d'infrastructure pour une période de dix ans. Enfin, le respect du protocole de Kyoto, que les conservateurs ont relégué aux oubliettes, demeure une priorité de l'ADQ.

Le Devoir

## AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

**Sudoku** par Fabien Savary

6								
	9	2		8	4			6
5	1		9	3				7
			3	7				2
					5			
1		3	6	8				9
			2	5		3	8	
		5				9		2
6	9	1		2	7			

Niveau de difficulté : DIFFICILE 0960

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

**Solution du dernier numéro**

1	5	3	9	2	4	7	6	8
9	4	7	1	6	8	2	3	5
8	2	6	3	7	5	1	4	9
6	7	2	5	8	9	3	1	4
5	9	1	4	3	6	8	7	2
3	8	4	2	1	7	9	5	6
2	6	5	7	9	1	4	8	3
7	3	8	6	4	2	5	9	1
4	1	9	8	5	3	6	2	7

0959

**SUDOKU : le logiciel**  
10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary. En exclusivité sur le site des Mordus [www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com)

La suite des avis se trouve en page B 6, B 7, B 8, B 9, B 10 et B 11

**Raymond Chabot inc.**  
LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ  
AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE  
AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS  
CARRIÈRE RICHARD POUDETTE INC.  
AVIS est par les présentes donné que la Faillite de CARRIÈRE RICHARD POUDETTE INC. ayant fait affaires au 430, boul. St-Willfrid-Laurier, Montréal (Québec) (C.C.) 1316 045, est survenue le 27 août 2008, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 17 septembre 2008, à 10 h, au Bureau du syndic situé au 640, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 2800, Montréal (QC).

**Hydro Québec**  
APPELS DE SOUMISSIONS  
Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels de soumissions ouverts et le résultat d'ouverture des plis d'Hydro-Québec en visitant le site Internet de l'entreprise : [www.hydro-quebec.com/soumissions](http://www.hydro-quebec.com/soumissions) ou en composant un des numéros de téléphone suivants :  
Montréal et environs : (514) 840-4903  
Extérieur : 1 800 324-1759

**AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE**  
«Avis dans le journal : C-2, art. 795»  
Avis est par les présentes donné que la suite du décès de GINETTE BRUNET, en son vivant domiciliée au 7777, boulevard Lasalle, appartement 512, ville de Lasalle, province de Québec, HSP 2K2, survenu le 30 décembre 2007, un inventaire des biens de la défunte a été fait par la liquidatrice successorale, LINE BACON, le 3 septembre 2008, devant Me Marie-Luce, notaire, 3131 boul. St-Martin Ouest, bureau 410, Lasalle, Québec, H2T 2Z5, conformément à la Loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés à l'étude de Me MARI-LOUCÉ, notaire, 3131 boul. St-Martin Ouest, bureau 410, Lasalle, Québec, H2T 2Z5. Donné ce 3 septembre 2008 LINE BACON, liquidatrice

**AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE**  
«Avis dans le journal : C-2, art. 795»  
Avis est par les présentes donné que la suite du décès de ROSE-ANNE DESMARAIS, survenue le 6 janvier 2008 et de son époux Jean-Paul GUENETTE, survenu le 3 février 2008, et leur vivant tous deux domiciliés à Laval, un inventaire des biens respectif à chacun des défunts a été fait par la liquidatrice successorale, LINE BACON, le 3 septembre 2008, devant Me Josée FORTIN, notaire, conformément à la Loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés à l'étude de Me Josée FORTIN, notaire, 3131 St-Martin C, 8415, Laval, Québec. Donné ce 3 septembre 2008 HÉLÈNE GUENETTE, liquidatrice

**AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE**  
«Avis dans le journal : C-2, art. 795»  
Avis est par les présentes donné que la suite du décès de Jean-Pierre Piéron, que l'inventaire des biens respectif à son défunt a été fait par la liquidatrice successorale, à 690 dressé et qui peut être consulté par les intéressés chez Michèle-Quellier, notaire, 4201 rue Sainte-Catherine, est à Montréal.

**AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE**  
Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.  
Publications du lundi: Réservations avant 12h00 le vendredi  
Publications du mardi: Réservations avant 16h00 le vendredi  
Tél.: 514-985-3344 Fax: 514-985-3340  
Sur Internet : [www.ledevor.com/avis.html](http://www.ledevor.com/avis.html) • [www.ledevor.com/offres.html](http://www.ledevor.com/offres.html)  
Courriel : [avisdev@ledevor.com](mailto:avisdev@ledevor.com)

**EN BREF**

**Bloc québécois: assemblée d'investissement devancée**  
La course à la succession du pré-député Raymond Gravel connaît son dénouement demain soir dans Repentigny. L'organisation du Bloc québécois a d'abord convoqué les membres pour un vote vendredi, mais s'est ravisée en constatant son erreur, ce qui a causé de la confusion. L'investiture aura plutôt lieu jeudi soir. Une chaude lutte oppose les deux candidats bloquistes dans ce bastion souverainiste. Le jeune Nicolas Dufour, 21 ans, fils de l'organisateur bien connu Bob Dufour, affronte Jean M. Poirier, ancien directeur du cégep régional de Lanaudière. Celui que les membres éliront portera les couleurs du Bloc pour le scrutin du 14 octobre. — Le Devoir

**Tenant député de retour**  
L'ancien député libéral Jean-Pierre Bélisle tente un retour en politique avec le Parti conservateur. Député de Millelles dans l'équipe de Robert Bourassa de 1985 à 1994, M. Bélisle portera les couleurs conservatrices dans Laval. Ce fédéraliste convaincu a publié un ouvrage en 1992, *Savoir pour choisir*, remettant en cause l'option souverainiste. «Si cacher la vérité au peuple du Québec est le prix à payer pour accéder à l'indépendance, le coût de cette séparation n'a pas de prix», écrivait alors

**Les questions des patrons**  
Si la FITQ a pris position dans la présente campagne électorale en faveur du Bloc québécois, le Conseil du patronat, lui, n'a pas l'intention de faire connaître son penchant pour un parti ou l'autre. Mais il compte bien obtenir des réponses à cinq questions qu'il adresse aux partis politiques en présence. Comme il le fait à chaque campagne électorale, le Conseil du patronat du Québec expédiera aujourd'hui aux quatre partis politiques

M. Bélisle qui conclut en reconnaissant que «le lecteur qui termine ce livre doit se sentir un peu égaré». — Le Devoir

présents à la Chambre des communes un questionnaire, leur demandant d'expliquer leur position sur cinq questions d'intérêt pour ses membres, les employeurs. Ces cinq sujets d'intérêt sont le contrôle des dépenses publiques et la réglementation, le régime d'assurance-emploi, les dispositions anti-briseurs de grève au fédéral; la fiscalité des entreprises et des particuliers; ainsi que l'assouplissement de la législation relative aux investissements étrangers. La réponse des partis politiques, résumée en moins de 15 lignes pour chacune des questions, est attendue d'ici au 1er octobre. «Nous, on a fait un travail de notre bord. On aurait eu beaucoup plus de questions que ça à leur poser [...] alors ils pourraient se forcer eux aussi un peu», dit M. Kelly-Gagnon. — La Presse canadienne

**LES FRANCS-TIREURS CE SOIR 20 H**  
DES MOTARDS FOUS DE DIEU. JEAN-PIERRE CHARBONNEAU, VICTIME DE TAXAGE.  
AVEC PATRICK LAGACÉ ET RICHARD MARTINEAU  
Télé-Québec

## Le charme familial



Stephen Harper, le bon père de famille. Depuis plus d'une semaine, le Canada anglais a droit à une publicité conservatrice où le premier ministre parle du temps passé à jouer aux cartes avec son fils. «Quand vous devenez père, cela devient une part fondamentale de ce que vous êtes et de votre vie», y dit-il.

Dimanche, il est revenu sur le sujet tout en se montrant incapable d'admettre que son adversaire libéral Stéphane Dion puisse être tout autant que lui un homme à l'esprit de famille. «Je le prouve», s'est-il contenté de dire avant de partir pour Richmond, en Colombie-Britannique, s'accompagner avec une famille de la classe moyenne.

Les conservateurs insistent sur cette image paternelle de Stephen Harper, car ils espèrent adoucir ses angles les plus acérés et le rendre rassurant après deux années passées à gouverner avec une poignée de fer. Une des clientèles visées par cette campagne: les femmes qui, selon certains sondages, lui préfèrent les autres partis, en particulier les libéraux.

Ainsi, selon le dernier sondage Harris-Decima, publié lundi, le Parti conservateur (PC) obtiendrait l'appui de 41 % des hommes mais de seulement 31 % des femmes. L'inverse est vrai pour les libéraux qui ont droit au soutien de 33 % des femmes mais de seulement 23 % des hommes.

Or, si le Parti conservateur veut faire des gains dans les banlieues peuplées de jeunes familles, il doit séduire une partie de cet électoral féminin, croient les stratèges conservateurs. Leur stratégie a donc été, jusqu'à présent, de multiplier les annonces autour du thème de la sécurité alimentaire, économique et personnelle. Il restait à s'assurer que le chef reflète ce sentiment à travers sa personne durant une campagne où l'image joue un rôle central.

Pareil changement cosmétique peut-il suffire à séduire le vote féminin? On peut en douter. S'engager à nommer des femmes à des postes ministériels d'importance, à avoir plus de femmes candidates et, si possible, députées aiderait sûrement davantage. Le dernier cabinet Harper ne comptait que 5 femmes sur 26 ministres en titre, et une seule à la tête d'un ministère majeur, soit Diane Finley au poste de ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Tout une différence avec Québec où la parité prévaut et où les femmes dirigent certains des plus importants ministères. Le caucus conservateur ne faisait pas meilleure figure avec la plus faible proportion de femmes.

Cet état de fait est le fruit de la politique du parti qui, fidèle à ses racines réformatrice et allianciste, refuse d'adopter une politique de promotion des candidatures féminines. C'est chacun pour soi. A chaque candidat, peu importe son sexe, de gagner son investiture. En 2006, cela s'est traduit par seulement 38 femmes sur la liste de 308 candidats conservateurs. De ce nombre, seulement 14 ont été élues et elles ont été reléguées, dans la plupart des cas, à des rôles marginaux.

Cette performance conservatrice a eu pour effet de stopper la progression de la représentation féminine à la Chambre des communes. Et comme la situation s'améliore ailleurs, le Canada se retrouve à perdre du terrain par rapport aux autres pays en ce qui a trait à la place des femmes au parlement national. De 42 qu'il était à l'échelle internationale en novembre 2005, le Canada a chuté à 51e rang, selon les données de juin 2008 de l'Union interparlementaire.

Bien qu'ils aient encore du chemin à faire eux aussi pour atteindre l'équité, les autres partis font tous un effort particulier pour solliciter les candidatures féminines. Le Bloc québécois mise sur la persuasion, tout comme le Parti vert alors que le NPD et le Parti libéral ont des fonds, du personnel et des politiques en place pour attirer des femmes dans leurs rangs. Et depuis que Stéphane Dion est devenu chef, le P.L.C. s'est fixé comme objectif d'avoir au moins 35 % de femmes parmi ses candidats, un objectif qu'il semble en voie de dépasser. Selon les chiffres réunis par ma collègue Hélène Buzzetti, 100 femmes figurent parmi les 272 candidats choisis jusqu'à présent par le P.L.C., soit près de 37 %.

En date d'hier, le NPD l'imitait légèrement avec 72 femmes parmi les 194 candidats confirmés. Le Bloc en compte 20 sur 75, soit 27 %, et le Parti vert, 60 sur 200, soit 30 %. Le PC semble vouloir faire mieux cette année qu'en 2006, mais il traîne toujours de la patte avec seulement 63 femmes sur 304 candidats, soit seulement 21 %.

Le mentor de Stephen Harper, Tom Flanagan, écrivait le printemps dernier que tous les électeurs étaient égaux, mais qu'il s'adonnait que le Parti conservateur plaçait à davantage d'hommes que de femmes. Le hic est qu'il veut maintenant les attirer et, qu'il s'y prend en utilisant des artifices et de politiques clientélistes, et ce, après avoir mis la hache dans le financement de certains groupes de femmes luttant spécifiquement pour le droit à l'égalité, comme le Fonds d'action et d'éducation juridiques pour les femmes.

Il serait sûrement plus charmant pour Stephen Harper de promettre une vraie place aux femmes au sein d'un nouveau cabinet, que de troquer le veston pour un chandail assorti à ses yeux.

cornellier@ledevor.com

LE MONDE

THAÏLANDE

Sundaravej est prié de partir

Bangkok — La Cour constitutionnelle de Thaïlande a jugé hier que le premier ministre Samak Sundaravej devait démissionner pour avoir enfreint la Constitution en animant des émissions culinaires à la télévision alors qu'il dirigeait déjà le gouvernement.

Le Parti du pouvoir du peuple (PPP), majoritaire, a aussitôt réclamé une réunion du Parlement dès vendredi pour reconduire Samak Sundaravej à son poste, au grand dam des centaines de manifestants royalistes qui réclament sa démission depuis mai dernier.

La Constitution interdit au premier ministre et aux autres ministres du gouvernement de travailler pour des organisations à but lucratif. Samak avait participé à des émissions de télévision jusqu'en avril, plus de deux mois après son arrivée à la tête du gouvernement.

Le PPP avait prévu avant le jugement de la Cour qu'il renouvellerait sa confiance au premier ministre s'il devait être condamné.

La procédure visant Samak avait été engagée par des sénateurs le 25 mai, parallèlement aux premières manifestations organisées par l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD) pour réclamer la démission du Premier ministre.

Certains partisans de l'alliance se sont réjouis du verdict de la Cour, mais d'autres se sont montrés plus prudents, soulignant que les juges n'avaient pas trouvé de solution ne serait-ce que provisoire à la crise politique qui secoue le pays.

«Nous resterons jusqu'à ce que ce gouvernement soit chassé», a déclaré Prapan Kunmee, chef de file du PAD, devant la foule des manifestants qui campent sur la pelouse de l'enceinte des bâtiments abritant les services du premier ministre.

Samak Sundaravej n'a pas réagi immédiatement à la décision des magistrats.

Reuters

FRANCE

Edvige, le fichier de police qui suscite la fureur

Devant le tollé général, Sarkozy a annoncé la tenue d'une concertation

Paris — La création en France d'un fichier de police permettant de recenser hommes politiques, syndicalistes et même des mineurs de 13 ans «susceptibles de porter atteinte à l'ordre public» a suscité la fureur d'associations et contraint le président Nicolas Sarkozy à lâcher du lest.

Devant le tollé provoqué par ce fichier, la présidence a indiqué hier soir que M. Sarkozy avait demandé l'ouverture rapide d'une concertation qui devra être «suivie de décisions pour protéger les libertés».

Le gouvernement avait auparavant tenté de calmer la polémique en promettant des garanties et des aménagements.

Le fichier, à l'acronyme d'Edvige pour Exploitation documentaire et valorisation de l'information générale, a été créé par un décret publié le 1<sup>er</sup> juillet et sera géré par la direction centrale de la sécurité publique (DCSP), héritière depuis l'été des Renseignements généraux, longtemps considérés comme une police politique.

Avec Edvige, le gouvernement entend créer «des individus, groupes, organisations et personnes morales qui, en raison de leur activité individuelle ou collective, sont susceptibles de porter atteinte à l'ordre public», dit le texte officiel du décret.

La police pourra y puiser des données à caractère personnel concernant des personnes physiques âgées de 13 ans et plus, comme leurs numéros de téléphone et adresses électroniques, mais aussi des renseignements sur des signes physiques particuliers ou le comportement.

Le fichier doit en outre regrouper les données relatives aux personnes «ayant sollicité, exercé ou exerçant un mandat politique, syndical ou économique», ou jouant un «rôle institutionnel, économique, social ou religieux significatif».

«Police: le fichier Edvige fait peur», titrait hier le quotidien populaire Le Parisien, à propos de cet outil informatique où pourront être rassemblées des données sur le patrimoine, les comportements, les orientations politiques et, craignent certains, sexuelles de centaines de milliers d'individus.

Le PS juge ces concessions insuffisantes et demande un débat parlementaire, tandis que le collectif d'opposants annonce une série d'actions pour le 16 octobre, jour de la Sainte-Edvige.

Le Parti socialiste a demandé au gouvernement de retirer le décret et de s'expliquer devant le Parlement

Dans la soirée, le président Nicolas Sarkozy a décidé de réunir à l'Élysée sur ce dossier le Premier ministre, François Fillon, la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, le directeur général de la police, Frédéric Péchenard, et le patron de la direction centrale du Renseignement intérieur, Bernard Squarcini, a-t-on appris de source proche de l'Intérieur.

Les principaux dirigeants syndicaux et les patrons, qui seront parmi les principaux cibles du fichier, ne sont pas en reste. Ils y sont tous farouchement hostiles.

Une pétition, lancée par des centaines d'associations et ayant recueilli 120 000 signatures, a demandé sa suppression, alors que 13 recours ont été déposés devant le Conseil d'État, la plus haute juridiction administrative en France, qui doit rendre fin décembre sa décision sur sa légalité.

Le trouble s'est propagé jusque dans le gouvernement où le ministre centriste de la Défense Hervé Morin s'est interrogé publiquement sur certains contenus du fichier, y voyant «un curieux mélange des genres». La secrétaire d'État aux droits de l'homme Rama Yade a plaidé pour que soient apportées des précisions et des clarifications sur la question des orientations sexuelles des personnes fichées.

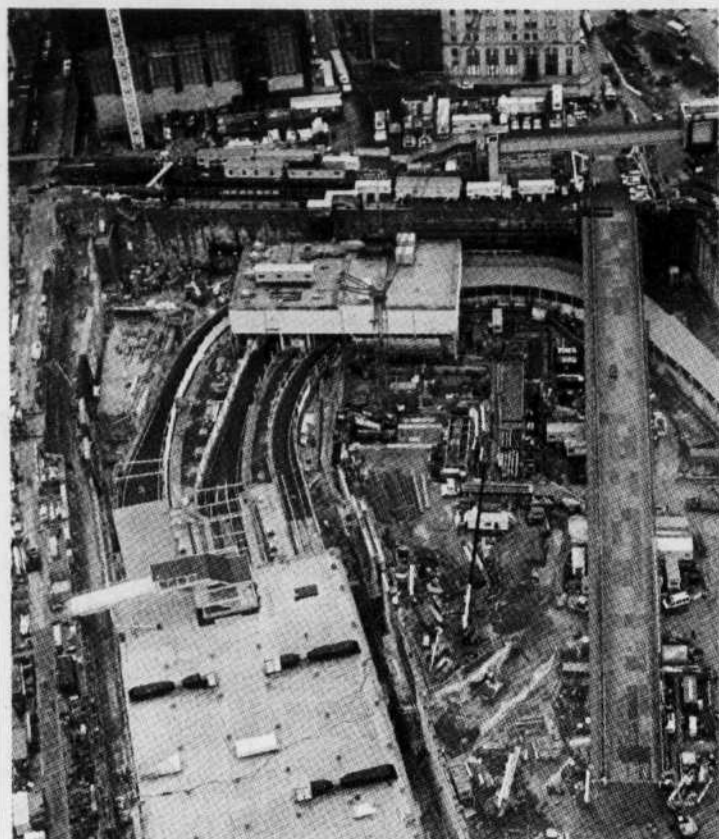
Hier, la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie a promis des aménagements pour limiter le fichage des jeunes de 13 ans et s'est dite prête à inscrire dans une loi toutes les garanties nécessaires aux libertés publiques pour mettre en œuvre Edvige.

En outre, les autorités envisageraient désormais de sortir du fichier les renseignements concernant l'orientation sexuelle et la santé des personnes et s'interrogeraient sur l'opportunité de fichier des personnalités.

Mme Alliot-Marie estime cependant qu'Edvige n'est que la reprise de l'ancien fichier des Renseignements généraux créé en 1991 et «adapté aux évolutions du droit» et assure que son utilisation sera «strictement encadrée».

Pour l'avocat pénaliste Jean-Marc Férida, «Edvige est la possibilité de mettre en fiches l'intégralité de la population française».

Agence France-Presse et Reuters



SHANNON STAPLETON REUTERS

Le site du World Trade Center sept ans après les attentats du 11-Septembre.

Armes de destruction massive

Washington n'est pas assez efficace

Washington — Sept ans après les attentats du 11-Septembre, les actions du gouvernement américain pour empêcher de futures attaques impliquant des armes de destruction massive (ADM), ne sont pas suffisamment efficaces, indiquait hier une enquête officielle.

Dans un document qui doit être formellement publié aujourd'hui, le Partenariat pour une Amérique en sécurité (PSA) affirme que le gouvernement n'a pas fait tout son possible pour contrer la menace posée sur son sol et vérifier la propagation des armes de destruction massive à l'étranger. Le PSA, composé de membres

de la Commission d'enquête sur le 11-Septembre, de conseillers à la sécurité nationale et de diplomates de différents horizons politiques, a donné au gouvernement américain une note globale de C.

Plus en détail, le gouvernement se voit attribuer un C+ pour ses efforts pour prévenir le terrorisme nucléaire, un B- pour le terrorisme utilisant des armes chimiques, et un C- pour le bio-terrorisme.

«Aujourd'hui, presque sept ans après les événements tragiques du 11 septembre 2001, la menace d'une nouvelle attaque terroriste majeure à l'encontre des États-Unis est encore très réelle», peut-on lire dans le rapport. — AFP

LES PETITES ANNONCES

AVIS DE DÉCÈS

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS À 2 MINUTES DU MONT-STE-ANNE à Québec, entièrement meublé. Grandeur +/- 135m² sur 2 niveaux. Vue partielle sur la montagne. 174 900\$ 418-564-1083

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS PLATEAU - parc Lalonde. Impec 890 pc, 2 c.c.+ espace bureau. Stat. 239 000\$ 514 526-7017

125 HORS FRONTIÈRES GENEVE LAC - THONON Appartement 30 m² + balcon Paradis d'été et de ski alpin. 3,5 hres par train de Paris ou Milan. 144 000 Euro. Tél. +46.8.20.51.56 http://thonon.blogdog.se

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER 5 MIN. MÉTRO VIAU 5 1/2, 2ème, renové. Paisible. Lav.-vais., boiserie, pl. bois franc, céramique, brique, Oct. 845\$ 514-255-0982 soir.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER OUTREMONT, rue de l'Épée, 2e, 3 ch., 1081\$, non chauffé, réf. s.v.p. libre, 514 844-6065

MOTS CROISÉS 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 1. Partisan d'une idéologie d'agressivité et de violence - Fourré-tout. 2. Hallucinogène - Il ne sait pas lire. 3. Juriste musulman - Piquant. 4. Édenté - Séduisants. 5. Protection médiévale - Ébranié. 6. Obsolète - Unité d'angle. 7. Gouverneur musulman - Vadrouille. 8. Prothèse dentaire - Personnel. 9. Tendon dans la viande - Rigoureux. 10. Pour deux voix - Qui n'entend rien. 11. Diapré - Sottise. 12. Sélénié - Exacte - Raison d'être.

DISCRIMINATION INTERDITE La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

Vidal (née Parent), Louise 1930-2008 À l'Institut de génétique de Montréal, le 4 septembre 2008, à l'âge de 78 ans, est décédée Mme Louise Parent, retraitée de l'U.Q.A.M. (dépt. Arts plastiques). Elle rejoint son époux Claude Vidal et elle laisse dans le deuil ses enfants François et Sophie (Klauss Fleck), ses petits-enfants Catherine et Miriam, sa sœur Marguerite (Jean-Marc Legault), sa belle-sœur Maxine Bossé Parent, et autres parents et amis. Elle rejoint aussi son frère Bernard. La famille recevra les condoléances le samedi 13 septembre 2008 de 11 heures à 20 heures au Complexe funéraire Urgel Bourgie, 1255 Beaumont (entre l'Acadie et Rockland), Ville Mont-Royal. Urgel Bourgie (514) 735-2025 Consultez le registre à sa mémoire www.urgelbourgje.com

Cousineau (Goyer), Cécile 1910-2008 À Montréal, le dimanche 31 août, à l'âge de 98 ans et 7 mois, est décédée Mme Cécile Cousineau. Elle était l'épouse de feu Charles-Édouard Goyer, la fille de feu Anna Jasmin et de feu Adrien Cousineau de Ville Saint-Laurent. Elle rejoint son fils Jacques Goyer, ses frères Adrien et Gérard, ses deux sœurs Simone (feu Ernest Benoit) et Béatrice (feu Valérie Mathieu), plusieurs beaux-frères et belles-sœurs décédés. Elle laisse dans le deuil sa fille André (feu Jean Graton) mère de Vincent et Benoit, sa fille Nicole (Jacques Deslauriers) mère de Nathalie, Anne-Marie et Brigitte, son fils Robert (Wendy Kennedy) père de Charles et Lysanne, sa belle-fille Ghyslaine Cayouette, épouse de feu Jacques, parents de Nicolas, Marc-André et Marie-Hélène. Elle laisse également dans le deuil ses 22 arrière-petits-enfants, plusieurs neveux et nièces, parents et amis(es). Cécile Cousineau est née pour le bonheur au quotidien. Ouverte d'esprit et de cœur, elle a vécu près d'un siècle en essayant de s'adapter, bon an, mal an, aux changements sociaux de notre société en ébullition et en évolution. Son mari Charles-Édouard, ses enfants et leurs descendants ont été pour elle une source d'inspiration et contribué à donner un sens profond à sa vie. Son âme d'artiste, sa curiosité et son enthousiasme rendaient sa fréquentation stimulante. Un service religieux sera célébré en l'église de la Paroisse St-Laurent, 805 boul. Ste-Croix, Ville St-Laurent, le samedi 13 septembre à 14 heures. La famille recevra les condoléances à l'église à compter de 13 heures. Pour ceux et celles qui le désirent, des dons seraient appréciés à l'Auberge Madeleine, maison d'hébergement pour femmes en difficulté. Des formulaires seront disponibles à l'arrière de l'église. Sincères remerciements au personnel du Manoir de Casson et de l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal. Direction : Urgel Bourgie (514) 735-2025 Consultez le registre à sa mémoire www.urgelbourgje.com

HORIZONTALEMENT 1. Partisan d'une idéologie d'agressivité et de violence - Fourré-tout. 2. Hallucinogène - Il ne sait pas lire. 3. Juriste musulman - Piquant. 4. Édenté - Séduisants. 5. Protection médiévale - Ébranié. 6. Obsolète - Unité d'angle. 7. Gouverneur musulman - Vadrouille. 8. Prothèse dentaire - Personnel. 9. Tendon dans la viande - Rigoureux. 10. Pour deux voix - Qui n'entend rien. 11. Diapré - Sottise. 12. Sélénié - Exacte - Raison d'être. VERTICALEMENT 1. Occuper sans droit - Revers. SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

mobilia Suite à notre progression des ventes, nous voulons joindre à notre équipe: Commis au Service à la Clientèle - commerce de détail • Nos commis au service à la clientèle offrent un service complet, y compris donner des renseignements sur nos produits et services. Assigner des techniciens, résoudre des problèmes techniques et contrôler des commandes de pièces. • Compétences complémentaires recherchées chez les candidats : bonnes habiletés informatiques et aptitude à effectuer des tâches multiples; bilinguisme exigé; esprit d'équipe et habiletés organisationnelles. • Nous visons à offrir un service à la clientèle de qualité exceptionnelle en étant proactif, minutieux et en faisant preuve de bon jugement. Le salaire que nous offrons est concurrentiel et est établi selon l'expérience; horaire de travail : du mardi au vendredi, de 10 h à 18 h 30 et samedi de 8 h à 16 h 30. • Nous exigeons un minimum de 3 années d'expérience en service à la clientèle. Si vous avez la passion du service à la clientèle et pensez que vous pouvez travailler efficacement dans un milieu dynamique, vous êtes peut-être la personne que nous cherchons; de l'expérience dans le domaine du meuble est un atout, mais n'est pas exigée. Envoyez par courriel : ankin@mobilia.ca

170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER À PARIS - Marais 400 euros/sem Provence - Toulon 400 euros+xyzapi@yahoo.fr

307 LIVRES ET DISQUES "Librairie Bonheur d'Occasion" achetée à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142 4487 de la Roche/Mt-Royal

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées. Merci de votre attention.

Pour publication section décès necrologie@lememorial.com 2190, rue Mont-Royal Est Montréal (Québec) H2H 1K3 (514) 525-1149 Télécopieur : (514) 525-7999 www.lememorial.com

# LE MONDE

Présidentielle américaine

## L'effet Palin se fait sentir dans les sondages

Les électrices blanches basculent vers John McCain

Washington — John McCain progresse fortement dans les intentions de vote des femmes blanches depuis qu'il a choisi Sarah Palin comme colistière et il devance désormais Barack Obama dans cette tranche de l'électorat, à en croire un sondage rendu public hier.

L'enquête, réalisée pour le *Washington Post* et la chaîne de télévision ABC, conclut qu'une bonne part de la progression du candidat républicain depuis la convention de son parti à St Paul tient à l'évolution du choix d'une partie des électrices blanches.



Sarah Palin

Les deux candidats sont désormais au coude à coude, Barack Obama étant crédité de 47 % des intentions de vote chez les électrices inscrites et John McCain de 46 %, selon ce sondage.

Avant la convention démocrate de la fin août, à Denver, le sénateur métis de l'Illinois détenait un avantage de huit points chez les femmes blanches — 50 % contre 42 % à John McCain. Mais, depuis la convention républicaine, McCain le devance de 12 points dans cette frange de l'électorat — 53 % contre 41 %.

Interrogé sur les conclusions de cette enquête d'opinion, le directeur de campagne d'Obama, David Plouffe, l'a balayée d'un revers de main. «*Votre sondage se trompe*», a-t-il dit à un journaliste du *Washington Post*.

### Obama attaque

Le candidat démocrate à la présidentielle américaine, Barack Obama, en campagne dans l'Ohio, s'en est pris hier à son adversaire républicain John McCain sur le thème de l'éducation, l'accusant de n'avoir rien fait sur le sujet en 30 ans au Congrès.

«*Au cours des dernières se-*

*maines, mon adversaire s'est mis à parler du besoin de changement et de réforme à Washington, où il fait partie du décor depuis près de trois décennies*», devait dire M. Obama au cours d'une réunion publique dans un lycée de Dayton (Ohio), dans un discours dont certains extraits ont été publiés à l'avance.

M. McCain est un vétéran du Congrès, où il siège depuis 26 ans. «*Au cours de ces trois décennies, il n'a pas fait une seule chose pour améliorer réellement la qualité de l'éducation publique dans notre pays, aucune proposition réelle, aucune loi ou initiative, rien*», poursuit le discours du sénateur de l'Illinois.

Les responsables de campagne de M. Obama ont diffusé un nouveau spot télévisé accusant John McCain de vouloir tailler dans le budget de l'éducation et de vouloir supprimer le ministère de l'Éducation, tout en offrant d'importantes réductions fiscales aux grandes entreprises.

«*Ce n'est pas un plan qui va aider nos enfants dans la concurrence avec les enfants chinois ou indiens*», poursuit le discours de M. Obama, qui demande aux électeurs: «*Après trois décennies d'indifférence vis-à-vis de l'éducation, croyez-vous que John McCain va faire la différence maintenant?*»

John McCain est favorable à un système permettant aux parents d'envoyer les enfants dans l'école publique de leur choix et accuse Barack Obama d'être à la botte des syndicats d'enseignants. Ce dernier affirme qu'il veut combiner de meilleurs salaires pour les enseignants avec des exigences plus élevées envers eux.

Agence France-Presse et Reuters

## Modeste réduction des effectifs américains en Irak

George W. Bush léguera un lourd héritage à son successeur

LAURENT LOZANO

Washington — Le président George W. Bush a annoncé hier une réduction minimale de 8000 hommes des effectifs américains en Irak dans les prochains mois et l'envoi d'environ 4500 hommes en Afghanistan d'ici à janvier, quand il quittera la Maison-Blanche.

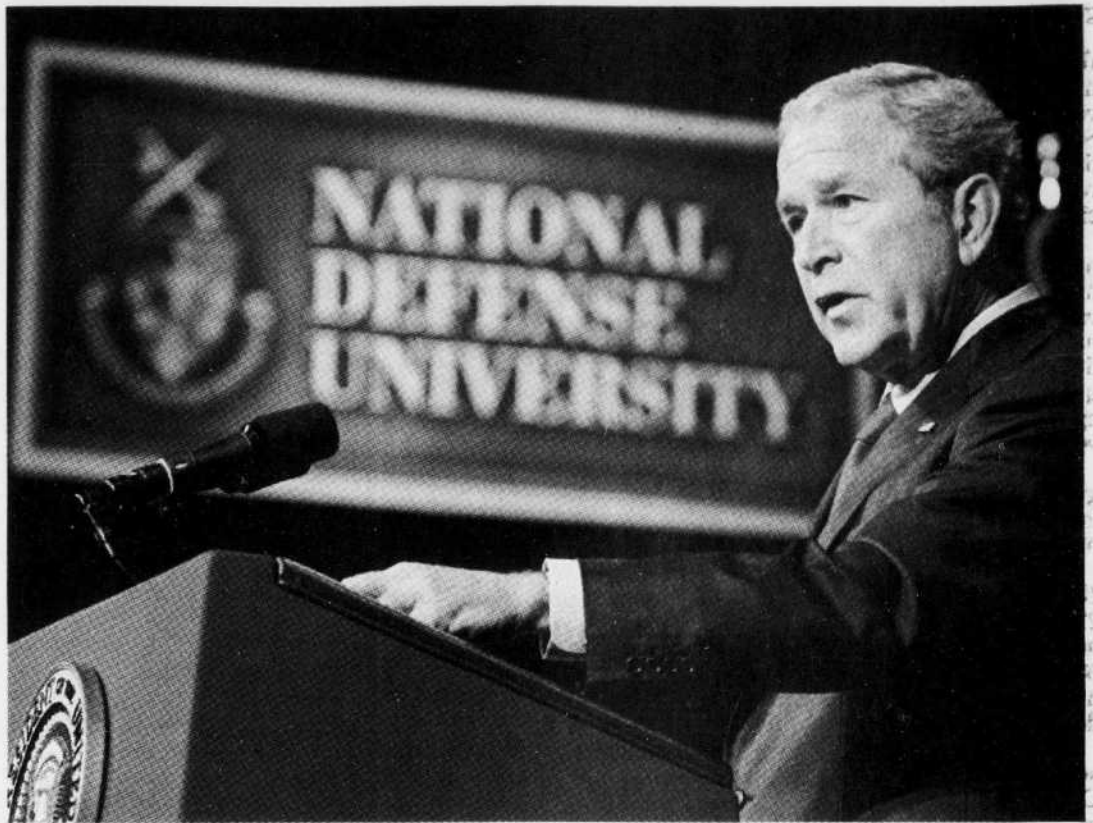
La décision, attendue, de M. Bush lègue a priori à celui qui lui succédera le 20 janvier 2009, que ce soit le républicain John McCain ou le démocrate Barack Obama, une présence militaire américaine en Irak plus forte que deux ans plus tôt, malgré l'impopularité de cette guerre et l'attente d'un désengagement qui est l'un des grands enjeux de la campagne présidentielle.

Les progrès accomplis en Irak, «*inimaginables*» pour certains d'entre eux il y a deux ans selon M. Bush, vont permettre de faire rentrer environ 3500 soldats d'unités de soutien au cours des mois à venir, un bataillon de marines d'ici à novembre et une brigade de l'armée de terre en février, a-t-il dit devant la National Defense University, grande institution d'enseignement militaire.

«*Cela correspond à environ 8000 soldats supplémentaires qui vont rentrer sans être remplacés. Et si les progrès en Irak tiennent, le général Petraeus [commandant de la force multinationale] et nos dirigeants militaires croient que de nouvelles réductions seront possibles au cours de la première moitié de 2009*», a-t-il dit.

Ces retours iront de pair avec l'envoi de renforts en Afghanistan. «*En novembre, un bataillon qui devait se déployer en Irak se déploiera en Afghanistan. Il sera suivi en janvier par une brigade de combat de l'armée de terre*», a-t-il dit. Cela correspond à environ 4500 hommes.

Environ 145 000 soldats américains, représentant 15 brigades, sont stationnés en Irak, cinq ans et demi après le début de la guerre. Il y a environ 31 000 soldats américains en Afghanistan et autant is-



LARRY DOWNING REUTERS

Le président George W. Bush s'est adressé hier aux élèves de la National Defense University, une grande institution d'enseignement militaire.

sus d'autres pays, selon M. Bush.

Le président a ainsi suivi les recommandations sur lesquelles se sont entendus ses conseillers civils et militaires, du général David Petraeus au secrétaire à la Défense Robert Gates. Deux Américains sur trois sont pourtant opposés à la guerre, selon les sondages, et à peu près autant sont favorables à un calendrier de retrait.

L'Irak est l'une des questions qui divisent le plus profondément MM. McCain et Obama. M. McCain a farouchement défendu la guerre à laquelle M. Obama se vante d'avoir été l'un des rares à s'opposer dès le début.

Les recommandations des conseillers de M. Bush reflètent

leur prudence face aux nombreuses incertitudes: tenue d'élections provinciales irakiennes dans les prochains mois, comportement des anciens insurgés ralliés au combat contre al-Qaïda, jusqu'au remplacement prévu du général Petraeus le 16 septembre. Selon la presse, le général Petraeus préconisait même de laisser sur place jusqu'en juin 2009 les 15 brigades actuellement déployées.

«*Si les progrès en Irak sont toujours fragiles et réversibles, le général Petraeus et l'ambassadeur [des États-Unis en Irak] Rian Crocker rapportent que les gains que nous avons enregistrés ont atteint un degré de durabilité*», a dit M. Bush, relevant que la violence était à son plus

bas depuis le printemps 2004. En revanche, «*d'immenses défis demeurent en Afghanistan*», a-t-il admis.

L'envoi d'un bataillon et d'une brigade apporte un début de réponse à tous ceux qui réclament des renforts face à l'intensification de l'insurrection en Afghanistan. Les deux candidats à la présidentielle sont de ceux-là.

Le choix de M. Bush laisse en suspens la question de l'engagement américain à long terme en Irak, qui fait l'objet de négociations entre Washington et Bagdad. Un accord que l'administration Bush espérait avant fin juillet se fait toujours attendre.

Agence France-Presse

Un rapport de l'ONU

## De plus en plus d'enfants enrôlés dans des activités terroristes

En Irak, 1500 enfants sont détenus dans des prisons militaires

Genève — De plus en plus d'enfants sont mobilisés dans des activités terroristes, comme les attaques suicides, et un nombre croissant d'entre eux sont détenus dans des prisons militaires, s'est alarmée hier la représentante de l'ONU pour la protection des enfants dans les conflits armés.

«*Dans leur lutte entre terrorisme et contre-terrorisme, de nombreux groupes d'insurgés non seulement mobilisent des enfants dans leurs activités politiques et militaires mais les utilisent également dans les attaques suicides*», a déclaré Mme Radhika Coomaraswamy.

Selon la représentante spéciale qui a dévoilé hier son rapport de-

vant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU réuni en session plénière à Genève, des enfants bombes humaines sont utilisés en Afghanistan et en Irak.

Actuellement «*quatre enfants sont détenus en Afghanistan après avoir tenté de commettre des attaques suicides*», a-t-elle précisé.

L'utilisation des enfants dans les conflits, «*essentiellement le fait d'acteurs non étatiques*», a «*rapidement augmenté en Irak depuis 2004, notamment à cause des violences sectaires*», a-t-elle relevé.

En Afghanistan, «*on a vu une rapide augmentation du recrutement d'enfants depuis un an et demi, essentiellement près de la frontière pa-*

*kistanaise*», a poursuivi la représentante de l'ONU.

Parallèlement, le nombre d'enfants détenus dans des prisons militaires sans procédure judiciaire adéquate a augmenté.

«*En Irak, il y a 500 enfants détenus dans des prisons militaires américaines et 1000 enfants détenus dans des prisons militaires irakiennes*», a indiqué Mme Coomaraswamy.

Selon ses informations, «*400 enfants sont détenus dans des prisons israéliennes*» en Israël et dans les Territoires palestiniens.

Dans son rapport devant l'Assemblée générale de l'ONU en juin dernier, la représentante spé-

ciale avait donné la liste de 16 acteurs utilisant des enfants dans les conflits armés, dont trois États, la Birmanie, le Soudan et l'Ouganda.

Parmi les groupes non-étatiques incriminés, une majorité sont des insurgés africains. Le Burundi, la République de Centrafrique, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan, l'Ouganda et le Tchad comptent de nombreux groupes recrutant des enfants soldats.

Au total, entre 250 000 et 300 000 enfants sont enrôlés pour se battre dans des conflits armés dans le monde, a déclaré la représentante.

Agence France-Presse

EN BREF

### Moscou veut rester

Moscou — La Russie veut garder 7600 hommes dans des bases militaires en Ossète du Sud et en Abkhazie, un effectif plus de deux fois supérieur à celui qu'elle maintenait dans les deux régions sécessionnistes géorgiennes avant le conflit du mois dernier. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a précisé hier que ces soldats resteraient longtemps sur place afin de «*prévenir toute nouvelle agression géorgienne*» contre les deux ré-

gions, dont la Russie a reconnu la semaine dernière l'indépendance et avec lesquelles elle a noué officiellement hier des relations diplomatiques. «*Nous nous sommes déjà mis d'accord [avec les Ossètes et les Abkhazes] sur le contingent — environ 3800 hommes dans chaque république — et sur la structure et la localisation*», a déclaré le ministre de la Défense Anatoli Serdioukov au président Dmitri Medvedev qui lui demandait un compte rendu sur ses négociations avec les dirigeants des deux régions. — Reuters

### Où est Kim?

Séoul — Le leader nord-coréen Kim Jong-Il, dont l'état de santé alimente les rumeurs et qui pourrait avoir été victime d'une attaque cérébrale, est resté invisible hier lors d'une grande parade militaire qui célébrait le 60<sup>e</sup> anniversaire du régime communiste. Kim Jong-Il, âgé de 66 ans, souffrirait de diabète et de problèmes cardiaques, mais aucune information sur sa santé ne filtre. Sa participation à la parade d'hier est restée incertaine

jusqu'au bout, et, selon l'agence de presse sud-coréenne Yonhap (qui suit la télévision nord-coréenne), M. Kim n'est pas apparu lors des célébrations. «*Il apparaît que Kim Jong-Il a eu un problème de santé, vraisemblablement une attaque cérébrale*», a indiqué à Washington une source au sein des services de renseignement américain. L'incident a eu lieu «*au cours des dernières semaines*» mais n'a apparemment pas entraîné de lutte interne pour la succession, selon cette source, qui a requis l'anonymat. — AFP

**Météo Média**  
meteomedia.com

Sept-Îles 15/7  
Baie-Comeau 15/8  
Gaspé 15/7  
Rimouski 13/8  
Trois-Rivières 16/6  
Sherbrooke 14/2  
Montréal 17/8  
Val d'Or 14/7  
Gatineau 17/8

Lever du soleil: 6h27  
Coucher du soleil: 19h14

© MétéoMédia 2008

Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Sol 16/7	Sol 22/8	Londres	Sol 19/12	Plu 17/16
Moncton	Var 17/5	Sol 17/10	Los Angeles	Sol 23/15	Var 25/16
Saint-Jean	Sol 17/6	Sol 16/10	Mexico	Ora 20/12	Ora 20/10
Toronto	Sol 18/10	Sol 22/16	New York	Sol 22/13	Sol 23/15
Vancouver	Sol 21/12	Sol 20/11	Paris	Sol 23/16	Var 27/17
Winnipeg	Sol 21/7	Sol 20/8	Tokyo	Sol 26/22	Sol 26/23

Montréal	Ce soir	Demain	Vendredi	Samedi
Aujourd'hui 17	9	19/9	22/17	23/20
Générallement ensoleillé.	Générallement dégagé.	Générallement ensoleillé.	Faible pluie, pdp 60%.	Faible pluie, pdp 70%.

Québec	Ce soir	Demain	Vendredi	Samedi
Aujourd'hui 16	6	17/7	19/15	19/17
Ciel variable.	Passages nuageux.	Ensoleillé.	Nuageux avec percées de soleil.	Faible pluie, pdp 70%.

Gatineau	Ce soir	Demain	Vendredi	Samedi
Aujourd'hui 17	8	18/10	20/18	24/18
Passages nuageux.	Passages nuageux.	Passages nuageux.	Faible pluie, pdp 80%.	Faible pluie, pdp 70%.

**Prêts à partir?**  
Consultez nos Prévisions nationales

**Météo Média**  
En ondes et en ligne  
meteomedia.com

NOUVEAUTÉ

**CINÉMA QUÉBÉCOIS**  
CE SOIR 21 H

NOTRE CINÉMA À TRAVERS SES THÈMES ET SES GENRES

Régie du cinéma Québec  
POUR PLUS EN SAVOIR

Télé-Québec

## ÉDITORIAL

## Où est le capitaine ?

La rencontre de lundi dernier entre le président de la Fédération des médecins spécialistes, Gaétan Barrette, et le nouveau ministre de la Santé, Yves Bolduc, a amené ce dernier à répéter qu'il était prêt à revoir les paramètres du futur grand hôpital universitaire francophone de Montréal. Mais comment expliquer qu'après tant d'années, les plans de ce projet milliardaire ne soient toujours pas plus clairs ?

**L**a montée de lait du président des médecins spécialistes, il y a une dizaine de jours, avait surpris tout le monde tant elle était émotive et peu détaillée. Depuis ce temps, *Le Devoir* a révélé l'existence de quelques projets de cliniques privées, dont celle du chanteur Garou et une autre de la firme Sedna présidée par l'ancien ministre Michel Clair, qui laisse croire que des négociations très sérieuses sont en cours dans le but de confier une partie des responsabilités du CHUM au secteur privé.

Ces faits donnent à penser que le président des médecins spécialistes avait raison de s'inquiéter, même si une partie de son argumentation concernant l'emplacement du futur CHUM sent le réchauffé.

Depuis longtemps, il a été prévu que les deux grands hôpitaux universitaires montréalais auraient 700 lits chacun. Ce nombre est moins élevé que la somme des lits existants, mais cela ne tient pas compte des centaines de lits qui seront maintenus à Notre-Dame pour desservir la population locale. En

revanche, le nombre de salles d'opération et l'envergure du projet en ce qui a trait au nombre d'interventions annuelles semblent de plus en plus incertains à mesure que le temps passe, ce qui est très troublant.

Comment expliquer, par exemple, que des négociations soient en cours entre la direction du CHUM et une entreprise comme Sedna afin que les soins d'ophtalmologie, l'enseignement et la recherche aient lieu dans ses propres locaux? Pourquoi cela, sinon parce que le budget du CHUM tel qu'il

a été établi par Québec ne permettrait pas d'offrir l'espace, les salles d'opération, les laboratoires et le personnel nécessaires pour remplir la totalité du mandat d'un grand hôpital universitaire? Ce n'est pourtant pas le mandat des cliniques associées prévues par la loi de jouer le rôle d'un établissement de soins ultraspecialisés et d'enseignement universitaire!

◆ ◆ ◆  
Ce qui surprend et qui choque le plus dans cette histoire abracadabrante, c'est que l'on en soit arrivé là sans que personne soit au courant dans la population, voire même au ministère de la Santé. C'est du moins l'impression qui ressort des propos tenus par le président des médecins spécialistes à la sortie de sa rencontre avec le ministre, lundi dernier. Est-il possible que M. Bolduc ne sache rien des négociations en cours entre le CHUM et des groupes d'intérêts privés comme ceux du chanteur Garou et du groupe Sedna? À moins qu'il le soit, mais refuse de l'admettre?

Autre élément important dans ce débat: les spécialistes semblent craindre qu'une partie d'entre eux soient forcés de rester à Notre-Dame après l'ouverture du CHUM Saint-Luc. Pourtant, il est entendu depuis longtemps que Notre-Dame survivra pour être transformé en établissement local. D'où proviendront les spécialistes de cet hôpital sinon du CHUM actuel? On ne va quand même pas embaucher une toute nouvelle équipe de spécialistes et de personnel médical? Est-ce aussi à cela que fait allusion le D<sup>r</sup> Barrette quand il dit craindre la division du CHUM sur deux lieux différents? Et pendant ce temps, au CUSM, comment a-t-on prévu procéder à la répartition des médecins entre le campus Glen et le General Hospital situé sur la montagne?

Depuis que l'on a dilué les responsabilités des deux grands projets entre plusieurs intervenants (ministère, Agence de la santé de Montréal, Agence des PPP, conseil d'administration du CHUM et directeur des projets CHUM et CUSM), on ne sait plus qui est le capitaine. Pas une semaine ne passe sans qu'une nouvelle tuile vienne semer le doute au sujet de la détermination du gouvernement à réaliser ce projet d'envergure. Budget de recherche refusé, congédiement du directeur général, négociations avec le secteur privé... Assez! Maintenant, c'est au ministre de la Santé de reprendre les rênes de ce projet pour le mener à bon port dans les délais prévus... et en toute transparence.

[j-rsansfacon@ledevoir.com](mailto:j-rsansfacon@ledevoir.com)

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSEFAÇON  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



## L E T T R E S

## Le cas Stéphane Dion

Une seule chose devrait retenir l'attention des électeurs. Stéphane Dion a fait voter une loi, la «Loi sur la clarté», qui interdit au Québec, en pratique, de changer son statut politique. Cette loi le soumet à l'appréciation arbitraire et unilatérale du gouvernement canadien. De toute évidence, celui-ci a adopté cette loi afin de pouvoir, même dans le cas où un référendum déciderait à 90 % de l'indépendance du Québec, décréter que la question n'est pas claire ou la majorité insuffisante.

Bien sûr, nous ne croyons pas que cette situation puisse se produire, car le Québec est trop aliéné politiquement pour percevoir où se trouve son avantage le plus légitime et le plus profond. Disant cela, il ne s'agit pas d'un préjugé ou d'un jugement dépréciatif. Tout ce qui s'est produit électoralement depuis 1867 l'affirme de la façon la plus claire.

Le seul fait de s'engager naïvement dans le jeu des élections fédérales, de soulever avec sérieux le mérite des candidats, des «politiques» proposées, signifie déjà, dans une large mesure, la perte du sens de l'identité et du destin de notre nation. Ce que nous pourrions devenir, dans la fidélité à nous-mêmes, constitue toujours l'arrière-plan et le jugement dernier de tous les aspects de la participation du Québec à la Fédération canadienne.

Il faut être bien naïf, oublieux de l'histoire, et complice de notre disparition pour croire qu'un vote pour les partis pancanadiens pourrait améliorer notre condition nationale. Ce vote signifie tout simplement l'acceptation du régime canadien tel qu'il est, et il donne au gouvernement d'Ottawa la possibilité de nous traiter comme il le veut, sans aucun respect de l'histoire et de ses prétendus engagements de respect et de compréhension à notre endroit. Quelle autre leçon tirer du règne des Trudeau et des Chrétien?

Pour ce qui est de Stéphane Dion, afin de reconstruire son image québécoise, il faudrait qu'il désavoue publiquement sa «Loi sur la clarté», qu'il reconnaisse sa nocivité et s'engage à la faire abroger. Le Bloc québécois devrait se contenter de lui réclamer le désaveu de cette loi avant de le considérer comme un candidat acceptable.

Hubert Larocque  
Gatineau, le 9 septembre 2008

## Rebloquer le Québec

Voilà, la campagne électorale fédérale est lancée. L'enjeu pour les Canadiens, selon Stephen Harper, c'est de réélire un gouvernement conservateur minoritaire, expérimenté et doté d'un leadership efficace plutôt qu'un gouvernement minoritaire libéral au leadership défaillant et aux idées imprudentes. Effectivement, les Canadiens autant que les Québécois, les sondages le démontrent, hésiteront avant d'accorder leur confiance à Stéphane Dion. Cette absence de solution de remplacement est la raison pour laquelle Gilles Duceppe craint avec raison l'élection d'un gouvernement majoritaire conservateur qui risque d'imposer son idéologie de droite et provoquer au Québec un recul important sur le plan social, économique et culturel. Pour contrer cette menace, il faut, selon lui, voter massivement pour le Bloc.

Et pour y arriver, croit-il (et il a raison), il faut éviter que des votes se perdent chez les libéraux et les néo-démocrates. Mais Gilles Duceppe n'a que 38 jours pour canaliser ces votes vers le Bloc. Faire peur et viser l'opposition ne sera pas suffisant pour convaincre les libéraux et les néo-démocrates à voter pour le Bloc afin de contrer l'action future d'un gouvernement conservateur majoritaire ou même minoritaire.

Gilles Duceppe doit faire plus. Il doit proposer une stratégie inédite, une vision rassembleuse permettant d'unir tous les nationalistes québécois derrière lui. À mon avis, il doit annoncer qu'il est prêt, à certaines conditions, à négocier avec un éventuel gouvernement conservateur minoritaire le partage du pouvoir fédéral dans une forme de gouvernement de coalition, Québec-Canada, et ce, dans l'intérêt du Québec, mais aussi du Canada.

Pour convaincre les fédéralistes de l'appuyer, il doit aller jusqu'à dire qu'il est prêt à envisager un nouveau modèle de souveraineté, concevable à l'intérieur du Canada. Il doit dire en fait qu'il est prêt à explorer sincèrement une forme de souveraineté par association avec le Canada. Mais je doute qu'il puisse se permettre l'audace de soutenir que si la nation québécoise dans un Canada uni est possible, la souveraineté du Québec dans un Canada uni l'est également. Pourtant, ce serait le prix à payer pour rebloquer le Québec, afin, non seulement, de contrer efficacement la menace conservatrice, mais surtout pour changer la nature de ce pays.

Denis Fortier  
Shefford, le 9 septembre 2008

## Une conception du sacerdoce

L'article de Jean-Claude Leclerc à propos de l'abbé Gravel rechoissant l'Église ne manque pas d'une certaine logique. Il est évident que penser qu'un parti politique, si ouvert soit-il aux questions de l'avortement et de homosexualité, soit le lieu privilégié pour en débattre tient d'une certaine illusion. Le Bloc est aussi le lieu de tensions sur ces questions brûlantes. La plus grande déception de M. Gravel aurait été de se faire baïllonner par son propre parti.

Mais que veut dire, pour cet homme et pour beaucoup d'autres, hommes et femmes, l'expression rechoisir l'Église? L'Église, celle-là et d'autres tout aussi chrétiennes, n'offrent pas de plate-forme pour un tel débat. La preuve: la majorité des catholiques convaincus de la nécessité du contrôle des naissances ou pratiquant une certaine homosexualité ont décidé de laisser tomber, ou de s'installer dans la clandestinité. Si ce n'est dans le mensonge.

La question de fond concerne ce sacerdoce du silence et de la peur. Nous sommes toujours en 1950, dans cette Église de la peur qui fait que des esprits libres cherchent dans leur sacerdoce ou dans la politique une voix pour s'exprimer. Le sacerdoce, pour les clercs, a tout bouffé. Et le sacerdoce des laïcs est aussi vorace. La politique a également fait taire des hommes et des femmes de grande valeur. On a fait des catholiques des sacramentalisés qui ne peuvent ériger sans se demander si cela est permis ou non parce qu'une grâce les a transformés.

L'abbé Gravel, qui n'est d'ailleurs abbé de rien ni personne, n'est pas un homme transformé. Pas plus que les évêques et les papes de Rome. C'est d'abord un citoyen: cela, personne ne veut le dire parce que l'on a sacramentalisé l'homme jusqu'à l'os et la société jusqu'au trognon. Le Créateur doit bien se moquer de ces milliers de clercs qui n'ont pas encore le courage d'être des humains, faits de boue, de salive et d'un souffle que la science n'a pas encore pu décrire adéquatement.

S'il faut se réjouir de quelque chose dans cette affaire, c'est que monsieur Gravel continuera de lire la Bible, où il ne trouvera pas beaucoup d'abbés, et qu'il trouvera sans doute dans les médias un lieu pour se faire entendre. Ce qui prend un courage exceptionnel. À ne pas oublier: la première fidélité est celle que l'on se doit à soi-même.

Gérard Lajeunesse  
Le 8 septembre 2008

## LIBRE OPINION

## L'Afghanistan célèbre la Journée nationale des Martyrs

MEHRABODIN MASSTAN

**A**vant d'attaquer les tours jumelles de New York, le 11 septembre 2001, l'organisation terroriste al-Qaïda a réussi à introduire deux terroristes kamikazes originaires d'Afrique du Nord déguisés en journalistes dans le nord-est de l'Afghanistan.

Pendant leur séjour de trois semaines, ces deux faux journalistes ont demandé plusieurs fois à s'entretenir avec Ahmad Shah Massoud, le seul chef charismatique et légendaire afghan qui continuait à commander une force de résistance contre les talibans et leurs alliés. Par manque de vigilance, la demande d'interview a été acceptée le matin du 9 septembre 2001.

Normalement, il était prévu que le commandant Massoud aille faire une tournée d'inspection des positions avancées le long du fleuve Kokcha, dans la province de Takhar. Pour en finir avec ces invités embarrassants, en fin de matinée, le commandant Massoud décide d'aller devant la caméra pour répondre à quelques questions. Une fois qu'il est installé dans un fauteuil, commençant à répondre à une ou deux questions, le terroriste cameraman qui avait caché sa bombe dans sa ceinture porte-batterie se fait exploser, touchant mortellement le commandant au thorax ainsi que l'interprète, et blessant quelques autres personnes. Le chef de la résistance afghane a rendu l'âme dans les minutes qui ont suivi.

Pour éviter de démoraliser les troupes sur la ligne de front, la triste nouvelle fut cachée puis annoncée officiellement quelques jours plus tard. Cet événement

tragique a été perçu comme un grand choc par plusieurs en Afghanistan, mais aussi à travers le monde. Au-delà d'un être humain ou d'un chef de guerre, Massoud représentait l'espoir d'un peuple dans la souffrance et le destin d'un pays fragile et vulnérable. Le grand vide qu'il a laissé dans le paysage politique et militaire d'Afghanistan est encore perceptible aujourd'hui, plus que jamais.

En Juin 2002, lors de la Grande Assemblée Traditionnelle (Loya Jirga), cette journée du 9 septembre a été baptisée la «Journée nationale des martyrs», l'équivalent du 11 novembre, jour du Souvenir, ici au Canada. Cette triste journée est célébrée officiellement chaque année à Kaboul et ailleurs au pays, par des discours, des manifestations et des rassemblements à la mémoire du commandant Ahmad Shah Massoud mais aussi, à travers lui, à la mémoire de tous les martyrs, connus ou inconnus.

## Qui était le commandant Massoud ?

Fils d'un ancien officier de l'armée afghane sous la monarchie, Ahmad Shah Massoud est né en 1953 dans le petit village de Jangalak, dans la vallée du Panjshir. En suivant ses parents, il a séjourné dans plusieurs régions d'Afghanistan, notamment à Hérat et à Kaboul où il avait étudié dans une école francophone avant d'entrer à l'École polytechnique. À l'âge de 18 ans, il fut recruté par un mouvement d'étudiant, la Jeunesse musulmane, qui militait contre l'influence grandissante des communistes soviétiques. Quelques années plus tard, il a à son tour été responsable du recrutement de ce même mouvement devenu clandestin.

En juillet 1973, ce mouvement nationaliste et islamique, considéré fondamentaliste par certains, envisage de faire tomber la république soviétique du prince Daoud pour instaurer un gouvernement d'obédience islamique ou nationaliste. Le jeune Ahmad Shah, dont le nom de code est Massoud le chanceux, participe activement à lancer une opération de diversion pour prendre le contrôle du district du Panjshir pendant quelques heures. Faute de leadership éclairé et efficace et à cause de quelques trahisons, cette révolte a été rapidement neutralisée par les forces de sécurité gouvernementale avec le soutien de la population locale. Tirant les leçons de ce cinquantième échec, Massoud rentre à nouveau dans la clandestinité.

Après le coup d'État communiste du 27 avril 1978, Massoud réapparaît en commandant un groupe de résistants dans la vallée du Kunar, puis dans sa vallée natale du Panjshir située à une centaine de kilomètres de Kaboul. Quelques mois plus tard, blessé à la jambe, il doit se replier dans les hautes montagnes de l'Hindu Kouch qu'il ne quittera plus.

Par sa force de caractère et sa proximité de la population locale, il réussit à se faire accepter et à se faire aimer aussi bien par ses propres hommes que par la population civile. Pendant plus de 23 années de guerre, le commandant Massoud est devenu le seul chef des moudjahidines à mettre en place une organisation militaire et civile, sorte de minigouvernement dans un pays en guerre. C'est ainsi qu'il résista à 13 offensives de l'Armée rouge contre la vallée du Panjshir, puis contre plusieurs attaques des talibans. Ainsi, après avoir combattu l'invasion so-

viétique avec efficacité, il sera le seul chef de la résistance à combattre contre l'extrémisme islamiste, l'obscurantisme des talibans, tout en dénonçant le terrorisme international qui cherchait à s'installer dans cette région du monde.

En avril 2001, lors d'un voyage officiel à l'invitation de Mme Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen, Massoud avait averti les Occidentaux de la grande menace que représentait le terrorisme international formé par le triangle Talibans-al-Qaïda-Pakistan. Malheureusement à cette époque, les dirigeants occidentaux faisaient la sourde oreille à ce genre de propos.

La force de caractère, son pragmatisme et la connaissance approfondie de la situation en faisant un vrai leader, mais le manque de soutien matériel, l'absence de collaborateurs dévoués et une grande timidité politique lui ont toujours fait cruellement défaut. À titre d'exemple, il avait réussi à diriger la résistance pendant plus de cinq ans contre les talibans et leurs alliés avec presque rien, en s'appuyant uniquement sur ses qualités de leader et sur sa propre popularité. En comparaison, aujourd'hui la communauté internationale est engagée en Afghanistan avec des moyens militaires et civils considérables, mais le résultat reste extrêmement médiocre, pour ne pas dire inexistant.

En Afghanistan, pays de superstitions, certains croient même que leur pays est frappé par la malédiction. Les Afghans ironisent en disant: «Nous avions enfin trouvé un vrai leader comme Massoud, mais aucun pays ne nous a aidés. Aujourd'hui que le monde entier est là pour nous aider, nous sentons cruellement de l'absence d'un vrai chef comme Massoud.»

## IDÉES

## Élections fédérales

## Quelques raisons de ne pas voter pour les conservateurs

MARIE-ÈVE ROCHON

Montréal

**L**es conservateurs ont eu deux ans et demi pour faire leurs preuves, et elles sont faites. Le bilan est plus que clair, il est même limpide: remise en question des acquis sociaux, suppression de programmes de soutien aux artistes, irrégularité dans les dépenses électorales; la liste s'allonge toujours. Les conservateurs ont fait leurs preuves. Il est maintenant temps pour les citoyens de faire leur choix.

## Réouverture du débat sur l'avortement

Tous ont entendu parler du projet de loi privé C-484 qui ferait du fœtus une personne légale. Déjà, le texte du projet met en place une idéologie mensongère en utilisant les mots «enfants» pour désigner un fœtus et «mère» pour une femme enceinte. Ces procédés ne sont pas accidentels; ils découlent certainement de convictions religieuses, morales et idéologiques.

Or, il apparaît que nous nous retrouvons aujourd'hui avec non pas un, mais quatre projets de loi menaçant le droit à l'avortement. Il s'agit des C-338, C-537 et C-543. Il serait plus que naïf de croire que le dépôt successif de quatre projets de loi connexes soit une coïncidence! Le but est manifestement de mener à une recriminalisation de l'avortement.

## Compressions en culture

Comme *Le Devoir* l'évoquait dans son édition du 14 août, le gouvernement fédéral a dernièrement enclenché un «festival de la coupe» dans le domaine de la culture. Plusieurs programmes de soutien aux artistes ont été supprimés pour causes de compressions budgétaires (suppression d'un point de taxe et budget militaire en hausse obligeant). C'est la version officielle.

Les conservateurs se disent que personne n'est contre la vertu et nous informant que le projet de loi C-10 vise à ne pas financer des productions pornographiques, racistes ou outrancièrement violentes. Or, des dispositions existent évidemment déjà afin d'empêcher que de telles productions ne soient financées par les deniers publics. En regard de cette constatation, il convient de se demander si le projet de loi C-10 est tout simplement inutile ou s'il sert des fins non avouées.

C'est dans ce contexte que les conservateurs ont annulé de nombreux programmes de subvention aux artistes. Des observateurs ont fait valoir l'importance économique et diplomatique de la production artistique au pays. M. Stephen Harper préfère cependant envoyer des émissaires autres que les artistes pour représenter le Canada sur la scène mondiale: ses soldats.

## Détenion d'Omar Khadr

Omar Khadr, ce jeune canadien présentement détenu à Guantánamo pour avoir, selon le gouvernement États-Unis, tué un soldat américain en Afghanistan en 2002. Or, Omar Khadr n'avait que 15 ans au moment des faits. En vertu de la loi internationale, il devrait donc être jugé comme un enfant soldat. Les autorités États-Uniennes comptent cependant le juger comme un adulte puisqu'il avait 16 ans lorsqu'il est arrivé à Guantánamo.

Outre cette violation des traités internationaux concernant le traitement des enfants soldats, le gou-



Les conservateurs ont fait leurs preuves. Il est maintenant temps pour les citoyens de faire leur choix.

vernement Harper fait fi de son droit (d'aucuns diront qu'il s'agit également d'un devoir) de rapatriement d'un citoyen canadien. Encore plus inquiétantes sont les rumeurs selon lesquelles le jeune Khadr serait soumis à de la torture. Une vidéo récemment rendue publique montrait le jeune homme pleurant et évoquant des traitements comparables à de la torture. Stephen Harper fait preuve d'une hypocrisie sans borne en ne réagissant à aucune de ces injustices. En n'agissant pas, le gouvernement Harper endosse ces méthodes.

## Irrégularités dans les dépenses électorales

Lors des dernières élections fédérales, le parti conservateur s'est manifestement joué des règles électorales. Le Parti a utilisé un procédé visant à gonfler les dépenses de candidats (au moins 42 selon Elections Canada) qui n'avaient pas encore atteint leur limite de dépenses. Le Parti a en effet versé des sommes impressionnantes (entre 20 000 et 50 000 \$ par candidat) à ces candidats. Ces sommes ont cependant été utilisées à des fins de publicité pour tout le Parti, et non pour les campagnes des candidats.

Ce procédé a pour but de contourner la loi sur les dépenses électorales qui impose un plafond financier aux Partis, question que tous jouent à armes égales. Les conservateurs ayant en effet pratiquement atteint leur limite au cours des dernières élections, ils ont uti-

lisé cette technique pour dépenser quelque 700 000 \$ de plus que ce que la loi leur permet.

Ces procédés sont inadmissibles et des circonstances aggravantes pèsent sur la réputation des conservateurs. Premièrement, il faut dire que la moitié des candidats conservateurs visés par cette histoire proviennent du Québec. Ensuite, rappelons-nous que les conservateurs ont appuyé leur campagne de 2006 sur la transparence, afin d'offrir un prétendu changement de cap par rapport aux commandites des libéraux de Jean Chrétien.

La liste précédente d'aberrations engendrées par le PC n'est pas exhaustive, il faut encore y ajouter leur position réactionnaire quant aux sites d'injection supervisée, leur inaction en matière d'environnement, l'affaire Cadman ainsi que la militarisation du pays.

En 2006, les Canadiens ont décidé d'exprimer leur mécontentement devant scandale des commandites. L'appel a été entendu, les libéraux ont été relégués au rang de parti d'opposition. Le Parti conservateur ne peut toutefois prétendre être plus vertueux que les libéraux en ce domaine. Stéphane Dion n'est certainement pas le candidat charismatique et compétent pour qui nous aimerions voter. J'appelle cependant les Canadiens à ne pas voter par élimination, mais à voter pour le Parti qui les représente vraiment. À moins que les réalisations énumérées plus haut vous rendent fiers d'être canadien, ne votez pas conservateur cet automne.

## Le Bloc québécois: une marginalisation lente, mais certaine

ANTONIN-XAVIER FOURNIER

Professeur de science politique au Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu

**A**u déclenchement des élections fédérales, le Bloc québécois se trouve, encore une fois, dans une situation ambiguë. D'abord, il doit faire face à un éternel questionnement sur sa pertinence, questionnement amplifié par son refus d'exercer une fonction gouvernementale et par la stagnation de l'opinion publique sur la souveraineté. Ensuite, il n'est plus seul à courir le vote nationaliste puisque les conservateurs pensent, eux aussi, être en mesure de défendre les intérêts du Québec. Devant cette position délicate, tout porte à croire que l'élection fédérale s'annonce difficile et que l'on pourrait assister à un déclin du Bloc au cours des prochaines semaines.

## Le succès du Bloc: chance, faiblesse et division

Certes, le Bloc Québécois a réussi, au cours des deux dernières élections fédérales, à maintenir une forte assise électorale et parlementaire. Ainsi, en 2004, le Bloc réussissait à faire élire 54 députés et recueillait près de 49 % des intentions de vote, retrouvant ainsi le niveau d'appui qu'il avait en 1993. En 2006 cependant, si le Bloc a fait élire 51 députés, son soutien populaire a considérablement chuté, se retrouvant tout juste au-dessus de la barrière psychologique de 40 %. Mais en y regardant de près, on constate que le déclin du Bloc trouve sa source en amont des deux dernières élections. Ainsi, en 1997 et 2000, le Bloc avait recueilli entre 38 et 39 % du suffrage populaire. Comment expliquer cette régression en deux temps, et quel enseignement pouvons-nous tirer de cette situation pour l'avenir?

La première réponse, inquiétante pour le Bloc, est que la remontée surprenante à l'élection de 2004 tient davantage de la chance que de la capacité du Bloc à mobiliser les électeurs derrière son programme. En 2004, le Québec, secoué par le scandale des comman-



De toute évidence, il n'y a ni référendum en vue ni crise de confiance susceptibles de faire du Bloc québécois un parti refuge capable de cimenter l'électorat.

dités, avait trouvé dans le Bloc un refuge et une façon simple et efficace de démontrer son insatisfaction envers un gouvernement fédéral à l'image corrompue. Cette situation, habilement exploitée par le Bloc, a permis à la formation politique de freiner la stagnation de son soutien observé aux élections de 1997 et 2000.

En 2006, la situation est différente et, si le Bloc réussit à se maintenir, c'est peut-être davantage en raison de la faiblesse de ses adversaires. Paul Martin connaît une très mauvaise campagne électorale, et le Parti conservateur a une organisation sur le terrain trop peu structurée pour pouvoir être à armes égales devant la machine expérimentée du Bloc. Néanmoins, on a pu assister à une progression du vote conservateur, notamment dans la région de Québec d'où le Bloc a d'ailleurs disparu.

Cette situation ne devrait cependant pas se reproduire à l'occasion du prochain scrutin. En effet, si en 2006 les partis fédéralistes étaient divisés en deux camps relativement homogènes, facilitant ainsi la division du vote et favorisant, au bout du compte, l'élec-

tion d'un plus grand nombre de députés pour le Bloc, il en va tout autrement en 2008. Le Parti conservateur, mieux organisé, devrait être en mesure de consolider ses appuis, voire de les augmenter. À cela, il faut bien sûr ajouter la grande désorganisation des libéraux du Québec. Par le fait même, les conservateurs pourraient être en mesure de cristalliser le vote fédéraliste. Se présentant comme la seule formation en mesure de livrer la bataille aux souverainistes, le parti de Stephen Harper pourrait nuire à la capacité du Bloc de se faufiler entre les partis fédéralistes.

Par ailleurs, le Bloc devra aussi composer avec un adversaire qui envahit le champ fertile de l'autonomisme. Rassurés par un gouvernement qui a tenté de résoudre le déséquilibre fiscal, qui a reconnu symboliquement la nation québécoise et qui tente de respecter l'autonomie des provinces, les Québécois pourraient être tentés de croire que le Bloc a fait son temps.

## Un déclin prévisible

Le déclin du Bloc québécois a été annoncé à plusieurs reprises et, chaque fois, il a trouvé les moyens de rebondir. Toutefois, cette capacité à mobiliser l'électorat repose sur une assise de plus en plus fragile. En effet, le Bloc sert soit à prévenir une crise, comme dans le cas des élections de 1993 — où il devait défendre les intérêts du Québec en cas d'un référendum gagnant — soit à contester une situation jugée inacceptable comme 2004, les électeurs se servant du Bloc pour exprimer leur mécontentement. Reste donc à savoir si ces deux éléments, générateurs du soutien populaire envers le Bloc, sont actuellement présents au départ de la campagne électorale. De toute évidence, il n'y a ni référendum en vue ni crise de confiance susceptibles de faire du Bloc québécois un parti refuge capable de cimenter l'électorat. Ne pouvant offrir un programme de gouvernement et incapable d'exploiter un mouvement d'insatisfaction envers le parti au pouvoir, le Bloc est peut-être condamné à assister, impuissant, à sa marginalisation lente mais certaine.

## Jeux olympiques

## De Pékin à Vancouver

MARCO SILVESTRO

Montréal

**L**a soirée d'ouverture des Jeux de Pékin rendit fort bien hommage au rêve olympique. Un exercice de relations publiques bien ficelé. Maintenant que les Jeux sont terminés, la Chine, qui fut si proche de nous pendant quelques semaines, retourne dans la lointaine Asie.

De même en sera-t-il des critiques soulevées sur le non-respect des droits de la personne, les déplacements de population, la destruction de quartiers, le muselage de la presse et d'Internet, les mesures de sécurité extravagantes et l'embrigadement des populations, toutes manœuvres autoritaires que l'on a reprochées au régime chinois. On oubliera. Jusqu'à ce que cela recommence ailleurs.

Justement, la flamme olympique sera au Canada dans deux ans pour les XXI<sup>e</sup> Olympiques d'hiver à Vancouver-Whistler. Il faudra là aussi construire les infrastructures nécessaires à la grande fête: installations sportives, logements, axes de communication, dispositif de sécurité. Il faudra aussi nettoyer, embellir, rénover. Avec toute la planète qui regardera, pas question de jupon qui dépasse ou de mèche rebelle! Pékin est allée jusqu'à faire cesser la production industrielle dans toute sa région pour se donner un ciel présentable, jusqu'où irons-nous pour que Vancouver et Whistler soient présentables et sécuritaires?

## La discipline olympique

Depuis que la ville de Vancouver a obtenu les Jeux en 2003 et qu'une coalition pro-olympique a pris la mairie en 2005, la discipline olympique s'est imposée dans les quartiers centraux. La chasse aux pauvres, seule discipline olympique qui se pratique avant les Jeux, est ouverte à Vancouver depuis que le Project Civil City fut lancé en 2006 pour rendre le centre-ville et ses quartiers limitrophes plus pimpants. Les objectifs sont de réduire l'itinérance de 50 %, le trafic de drogue sur la voie publique et la «mendicité agressive» dans le but d'augmenter de 50 % la satisfaction des habitants.

En cela, le quartier Downtown Eastside est particulièrement ciblé. Ce quartier, habité par 30 % d'autochtones et plus de 20 % d'immigrants d'origine chinoise, est le plus pauvre du Canada avec 80 % de ménages dont les revenus se situent en dessous du seuil de pauvreté. Pendant des années, les autorités municipales n'ont pratiquement rien fait pour l'Eastside. Maintenant que les Jeux approchent, toute l'attention y est tournée.

## Le bâton et le bâton

Alors que les organisations civiles réclament de meilleures politiques sociales pour aider à régler les problèmes, la ville de Vancouver, en pénurie de carottes, a plutôt multiplié les bâtons. La concertation avec la population a été réduite aux seuls promoteurs immobiliers et représentants des entreprises. Le plan de construction de logements sociaux n'a pas été financé: la priorité est placée sur le village olympique.

Les mesures de soutien aux gens de la rue sont restreintes. Par exemple, le seul lieu d'injection de drogues supervisée au pays pourrait être fermé par Santé Canada qui ne veut pas renouveler la permission spéciale. Les anciens hôtels et les maisons de chambres du quartier, qui font office de logements sociaux, étaient autrefois policiers par des inspections serrées. Ils sont maintenant systématiquement fermés, jetant encore plus de gens à la rue. L'idée est de faire passer ces immeubles aux mains de promoteurs qui pourront reconstruire des installations mieux adaptées aux touristes de 2010.

Par conséquent, depuis l'annonce des Jeux, le nombre officiel (et sous-estimé) de personnes itinérantes a plus que doublé dans l'agglomération. Celles-ci sont en plus poussées hors des quartiers centraux par des policiers plus nombreux et une criminalisation systématique de leurs comportements. Les organisations antipauvreté font aussi les frais de cette répression: plusieurs dirigeants furent arrêtés et des fonds municipaux retirés.

La stratégie de la municipalité est de plus en plus claire: disperser les pauvres qui hantent le centre-ville en détruisant leur économie parallèle fondée sur la récupération de bouteilles, en les envoyant en prison ou en leur interdisant de fréquenter la zone centrale où sont situés la plupart des services communautaires qu'ils et elles utilisent.

## Favoriser le dialogue entre les peuples

Si l'on peut espérer s'approcher de l'idéal olympique de paix et de dialogue international pendant les Jeux, il faudrait quand même reconnaître que cet idéal se nourrit d'une maxime selon laquelle, en politique, la fin justifie les moyens. On veut par les Jeux montrer le meilleur de l'humanité, mais ce meilleur est construit sur le dos d'exclus et la poursuite du colonialisme. C'est d'autant plus manifeste que Vancouver et Whistler sont situés sur des terres autochtones qui n'ont pas fait l'objet de cession à l'État et qui, théoriquement, leur appartiennent encore.

À Montréal, en 1976, les autorités n'ont pas hésité à détruire des centaines de logements pour construire le Stade olympique. À Vancouver, on n'hésitera pas pour disperser et réprimer les mécontents qui perdront leur milieu de vie. En vérité, si la flamme olympique brûle éternellement, c'est qu'elle est nourrie de la chair de ceux et de celles qui sont écartés de sa route.



La chasse aux pauvres est ouverte à Vancouver depuis que le Project Civil City fut lancé en 2006 pour rendre le centre-ville et ses quartiers limitrophes plus pimpants.

## ACTUALITÉS

## EN BREF

## Cadavre jeté sur la 401

Toronto — Une portion de l'autoroute la plus achalandée du Canada a été fermée hier, au nord-ouest de Toronto, tout juste avant l'heure de pointe, alors qu'un cadavre apparemment jeté d'un véhicule en marche s'est retrouvé au beau milieu de la chaussée. Selon les policiers torontois, la victime aurait été atteinte de projectiles d'arme à feu avant d'être poussée en dehors d'un véhicule sur une voie de l'autoroute 401 vers 14h45. La circulation a été complètement paralysée et un bouchon de plusieurs kilomètres s'est formé. Les policiers recherchaient un véhicule de marque Lexus, qui aurait été aperçu par des témoins conduisant, selon certains, par une femme. L'identité de la victime n'était pas encore connue en fin d'après-midi et on s'attendait à ce que la circulation demeure sérieusement perturbée jusqu'à tard dans la soirée. — *La Presse canadienne*

## PRÉVENTION

SUITE DE LA PAGE 1

victimisation et à améliorer la vie quotidienne», explique Valérie Sagant, directrice générale du CIPC. En amont, la prévention permet d'épauler les jeunes et les familles à risque. En aval, elle facilite la résolution pacifique des conflits.

Au fil des ans, la prévention s'est imposée comme «une composante incontournable» des politiques de sécurité quotidienne. Près d'une quarantaine de pays, dont le Canada, ont adopté des stratégies de prévention intégrées pour endiguer la criminalité.

Par contre, le CIPC a observé «une tendance concurrente», surtout dans les pays occidentaux. Tout en développant des politiques de prévention, ces pays ont renforcé leur arsenal répressif, en particulier par la criminalisation des incivilités et de certains comportements antisociaux. Depuis une trentaine d'années, le taux d'incarcération a d'ailleurs connu une augmentation dans les trois quarts des pays recensés par l'International Centre for Prison Studies.

Contrairement à la répression, la prévention est une science relativement jeune et fragile, caractérisée par des difficultés dans le partage de l'information et l'évaluation des programmes, explique Mme Sagant. Qui plus est, les stratégies de prévention ne produisent pas des effets tangibles et immédiats. Autant de facteurs pouvant expliquer l'éternelle popularité de la répression. «Tous les corps policiers ont maintenant inscrit la prévention au sommet de leurs objectifs. L'enjeu aujourd'hui, c'est de diffuser largement cette culture de prévention. Les corps policiers sont ouverts à l'idée en principe. Mais ils ont besoin eux aussi d'être aiguillés pour la mise en œuvre, sans pour autant se transformer en agents sociocommunautaires ou en éducateurs», affirme Mme Sagant.

Le rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne n'offre pas un palmarès des meilleurs et des pires pays. L'absence de données statistiques comparables, d'une région à l'autre du globe, rend cet exercice impossible. Le document contient cependant une succession de chiffres percutants. On y apprend par exemple qu'entre un tiers et deux tiers des femmes dans le monde disent avoir été victimes de violence. Dans les conflits armés, le viol est de plus en plus utilisé comme une arme. De 250 000 à 500 000 femmes auraient été violées lors du génocide au Rwanda, tandis que 20 000 à 50 000 femmes auraient subi le même sort dans le conflit bosniaque. C'est cependant aux jeunes hommes de 15 à 24 ans que revient la triste palme de la population la plus délinquante et la plus victimisée, et ce, dans toutes les régions du monde.

## Retour sur Montréal-Nord

Un mois après les émeutes de Montréal-Nord, le responsable de la Sécurité publique au sein de l'administration Tremblay, Claude Dauphin, semblait conquis aux vertus de la prévention. «Les événements de Montréal-Nord nous ont rappelés que nous affrontons des phénomènes urbains de plus en plus complexes», a dit hier M. Dauphin lors du lancement de l'étude du CIPC. Il est nécessaire de maintenir le lien entre les policiers et les citoyens et de s'occuper des problèmes de pauvreté, de discrimination et de racisme.

Dans la nuit du 10 août dernier, Montréal-Nord a été le théâtre d'un soulèvement, quelques jours après que des agents du Service de police de Montréal eurent abattu un jeune de 18 ans, Freddy Villanueva, dans des circonstances qui ne sont toujours pas élucidées. Une douzaine de voitures ont été incendiées, deux policiers ont été blessés et une vingtaine de commerces ont été cambriolés lors de l'émeute. Quelque 35 personnes ont été arrêtées à ce jour, et des dizaines d'autres sont toujours recherchées.

«S'il y a des leçons à tirer des émeutes de Montréal-Nord, c'est de simplifier davantage et d'être plus proches des groupes comme les travailleurs de rue et de tous les gens qui travaillent à assurer la paix dans notre ville», a dit M. Dauphin. Je crois que nous devons tous travailler ensemble pour s'assurer que cela ne se reproduise plus.

La Sûreté du Québec (SQ) mène l'enquête sur les policiers impliqués dans la mort de Villanueva. Le résultat de cette enquête sera rendu public, ce qui constitue un précédent dans les affaires de mort d'homme aux mains de policiers. M. Dauphin a par ailleurs l'intention d'amener ses collègues de la commission de la sécurité publique à réfléchir, au cours des prochains mois, à la possibilité de confier à une organisation civile (et non à un autre corps policier) les enquêtes impliquant des membres des forces de l'ordre. «Je ne mets aucunement en doute le travail des policiers qui enquêtent sur d'autres corps policiers. Sauf que c'est le rôle des élus faisant partie d'une commission de sécurité publique de s'interroger et de voir ce qui se fait ailleurs», a expliqué M. Dauphin.

Le Devoir

## Rectificatif

Dans l'article intitulé *Le CHUM laisse l'ophtalmologie au privé*, Les soins, l'enseignement et la recherche entre les mains du Groupe Sedna, de Michel Clair publié le samedi 6 septembre dernier, Michel Clair a été décrit comme l'un des actionnaires du Groupe santé Sedna. Le rôle de M. Clair est strictement administratif: il est président de cette société de gestion.

## COURCHESNE

SUITE DE LA PAGE 1

Elle n'entend cependant pas s'en remettre à la bonne volonté pour parvenir à ses fins. «Il faut que les universités finissent par accepter qu'elles sont très majoritairement financées par les contribuables québécois, donc par des fonds publics. Cela veut dire qu'une gouvernance appropriée doit être mise en œuvre, et une reddition de comptes détaillée. [...] Dans une société moderne, les universités ne peuvent échapper aux principes reconnus de gouvernance. Certaines de ces universités les enseignent d'ailleurs», a-t-elle lancé.

La ministre attribue les hésitations à la crainte des membres des communautés universitaires d'être tenus à l'écart des centres décisionnels que sont les conseils d'administration. «Ce n'est pas notre objectif, tranche Mme Courchesne. Les dirigeants des universités devront développer, institutionnaliser leur capacité de rendre des comptes et de faire participer la communauté universitaire dans des forums», pour compenser la représentation moins importante des acteurs de l'université au sein des conseils d'administration.

## TAXE

SUITE DE LA PAGE 1

Stephen Harper a choisi de faire cette annonce dans un hangar avec en arrière-plan des sacs de pommes de terre, de carottes et de fenouil. Selon lui, la diminution de la taxe permettra de limiter la hausse du prix des denrées alimentaires en faisant baisser le coût du transport. «En cette période où les Canadiens s'inquiètent de l'augmentation du prix des biens et de l'énergie, nous devrions faire tout ce que nous pouvons pour réduire les prix», a-t-il soutenu.

Les conservateurs veulent ainsi exposer les différences entre leur vision et le tournant vert du Parti libéral, qui promet une taxe sur le carbone et des baisses d'impôt. «Notre plan prévoit un allègement fiscal, leur plan prévoit une hausse des taxes [...] Notre plan est modeste, leur plan est grandiose. Notre plan est pratique, leur plan est purement théorique», a lancé le chef conservateur.

De passage à Napanee, près d'Ottawa, le chef libéral Stéphane Dion a répliqué que son Tournant vert vise à «taxer la pollution et baisser les impôts». M. Dion a qualifié la proposition conservatrice de «démagogique et irresponsable». «On sait tous que les compagnies vont manger ces 2 ¢ tout de suite. Ça ne donnera rien aux gens. Et ça donne l'illusion qu'on n'a rien à faire pour devenir plus efficace sur le plan énergétique.»

## Dans les poches des gens?

Est-ce que les consommateurs vont vraiment voir les prix chuter? Simon Prévost, vice-président pour le Québec de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), soutient que les consommateurs vont voir la différence. «C'est illusoire de penser que les 600 millions vont profiter au complet à l'industrie du transport. La concurrence va forcer les entreprises à refiler le rabais aux clients», dit-il, lui qui représente les PME. «C'est une excellente annonce», ajoute-t-il.

Du côté de l'Union des consommateurs, on estime que ce ne sera pas le cas. «Ce sera à peine perceptible», dit Charles Tanguay, porte-parole de l'organisme. «C'est une mesure qui coûte cher à l'État, mais dont les gens ne verront pas la différence. Il y a plus de chances pour que les pétroliers et les détaillants profitent de cette baisse.» Il ajoute que le Canada est l'un des pays dans le monde qui taxe le moins les carburants. «On aurait dû résister à cette tentation électorale», dit-il.

Chez CAA-Québec, qui représente les automobilistes, on aurait préféré que les 600 millions servent à financer les infrastructures routières. «Ce n'est pas une mesure qui s'adresse aux consommateurs, alors il faudra voir l'effet. Est-ce que ça va aller dans les poches des contribuables? C'est difficile à dire», affirme la porte-parole, Roxanne Héroux.

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) estime quant à elle que cette somme aurait dû aller dans les transports en commun. «Six Canadiens sur dix indiquent qu'ils utiliseraient probablement le transport en commun si le service était amélioré. La baisse de la taxe d'accise ne fera rien pour mettre plus d'autobus sur nos routes ou améliorer le service de train de banlieue existant», peut-on lire dans un communiqué.

## SALIR

SUITE DE LA PAGE 1

d'autopromotion où le chef libéral suggère une douzaine de groupes de discussion, dont «Let's bring the Taliban to Canada». Par contre, professeur.dion.ca permet de poser des questions en français à une image silencieuse du chef libéral qui ne répond jamais aux accusations concernant sa proposition de taxe sur le carbone par exemple. Depuis hier, les publicités télévisées relaient des attaques tout aussi féroces.

«C'est assez préoccupant ce qui se passe: dans l'exemple canadien, c'est relativement rare qu'une campagne négative ait commencé aussi tôt, commente Robert Bernier professeur à l'École nationale d'administration publique. C'est un élément important à retenir: on peut retourner 20 ou 25 ans en arrière et on aura de la difficulté à trouver un précédent de publicité aussi agressive aussi tôt en campagne.»

L'occasion fait le larron, même et surtout en matières démagogiques. «Généralement, ce type de pub est utilisée quand un chef porte à flanc, est perçu comme faible, même à l'intérieur de son parti, poursuit le professeur Bernier. Le même phénomène a été observé en 1988 avec le chef libéral John Turner, mais à une échelle moins agressive et beaucoup plus tard pendant la campagne.»

En même temps, le spécialiste de la propagande et de la communication politique souligne les limites de ce genre d'opération. Au mieux, dans le marché télévisuel fragmenté du Canada anglais, les publicités négatives ne pourront vraisemblablement tenir qu'une

semaine et quelques jours à peine sur les réseaux nationaux québécois. «Un phénomène de surexposition va se développer avec, au bout du compte, la position de l'arroseur arrosé.»

Sur le Web par contre, la bataille engagée depuis des lustres peut se poursuivre ad nauseam. Les libéraux viennent de lancer scandalpedia.ca présentée comme «l'encyclopédie libre des scandales conservateurs». Le site relaie des informations sur l'affaire Bernier-Couillard par exemple. Il faut aussi numériquement compter avec une constellation de blogues de toutes allégeances. Les partisans conservateurs en ont développé de très brutaux, démagogiques à l'extrême, des outils souvent présentés comme des contrepoids à l'influence jugée pernicieuse des grands médias traditionnels.

«Il y a dans Internet un discours libertaire, note Marc Chevrier, professeur de science politique de l'UQAM. Les sites servent à contourner les médiations institutionnelles et communicationnelles. Il y a là le fantasme d'une parole libre qui peut dire n'importe quoi sans passer par les intermédiaires établis. Cette puissante idée me semble particulièrement importante pour la droite.»

Il note également que les blogues, comme les publicités des médias traditionnels accentuent non pas tant l'américanisation de la politique canadienne (en fait, tous les pays démocratiques suivent cette tendance) que la virtualisation des rapports politiques. «Le véritable face-à-face disparaît et, avec lui, une certaine manière raffinée de mener la communication politique,

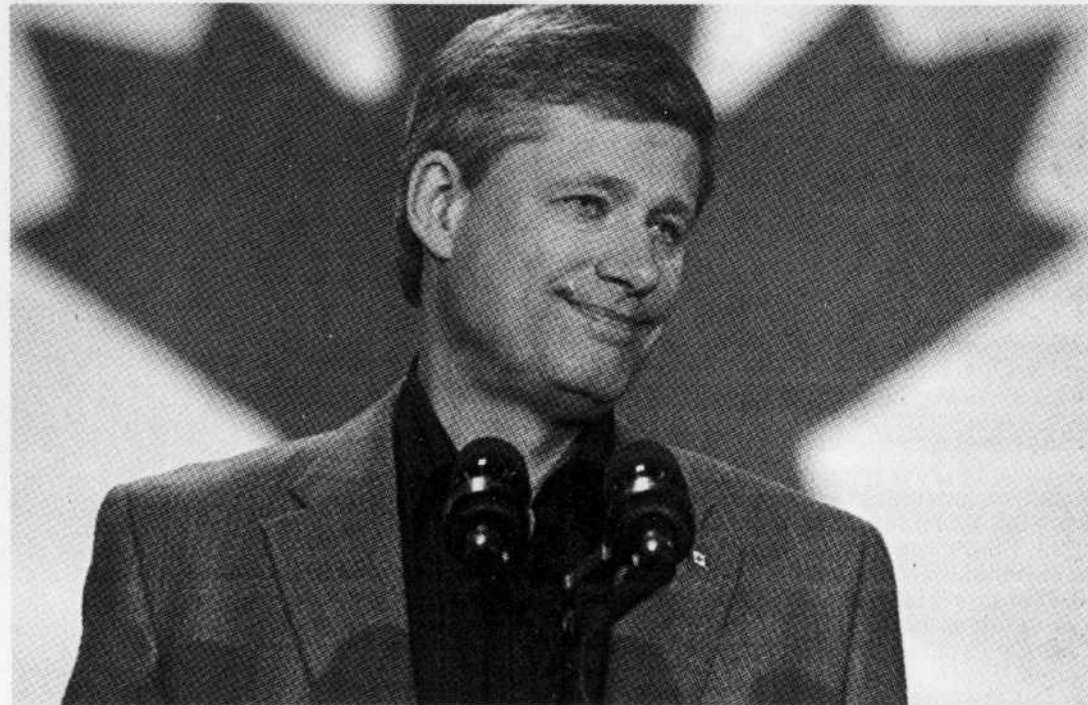
liée. Arrêtez de penser que c'est juste l'UQAM. Je ne vais pas dévoiler ce que je constate dans d'autres universités, mais je les suis toutes», a-t-elle affirmé.

Outre l'enjeu de la gouvernance des universités, les correctifs à apporter aux programmes de formation au primaire et au secondaire, pour rectifier le tir de la réforme scolaire, figureront aussi en bonne place sur la table de travail de Mme Courchesne et de son ministère. D'ici à la fin du mois, le ministère devrait pouvoir fournir aux enseignants la nouvelle mouture des programmes de français du primaire, revue et corrigée pour préciser les connaissances qui doivent être acquises par les élèves chaque année.

Ce que l'on appelle la «hiérarchisation des savoirs» en jargon pédagogique devrait ensuite se poursuivre pour les autres matières, au primaire comme au secondaire.

La loi sur la gouvernance des commissions scolaires, déposée au printemps, devrait aussi revenir au menu législatif de l'automne.

Le Devoir



CHRIS WATTIE REUTERS

Stephen Harper répondant aux questions des journalistes, hier, à Winnipeg. L'engagement du premier ministre de réduire la taxe d'accise fédérale sur le diesel a été très mal reçu par les écologistes.

## Les écologistes en furie

Répondant aux questions des journalistes, M. Harper a dit que cette réduction de la taxe sur le diesel aurait un impact «négligeable» sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) au pays et donc sur les changements climatiques. Il n'a toutefois pas été en mesure de fournir des détails sur les conséquences que cette baisse de taxe aurait sur l'environnement.

Les groupes écologistes n'étaient pas de l'avis de M. Harper hier. Les uns après les autres, ils ont fortement réagi à l'annonce conservatrice. Soulignant que l'industrie du camionnage au Canada a augmenté ses émissions de GES de 92 % entre 1990 et 2005, Matthew Bramley, de l'Institut Pembina, a affirmé que cette mesure n'avait rien pour encourager ce secteur de l'économie à améliorer ses pratiques. «Toutes les propositions qui visent à réduire le prix des énergies fossiles sont anti-environnementales. Rendre le carburant moins cher ne fait qu'encourager son utilisation. Une diminution de 2 ¢, c'est peu, donc l'effet sera limité, mais c'est clairement un pas en arrière», dit-il.

Steven Guilbeault, d'Equiterre, a soutenu que «toute personne qui se dit préoccupée par les changements climatiques ne peut pas proposer cela en toute bonne conscience». Même réaction ulcérée à la Coalition Québec-Kyoto. «Ça n'a aucun bon sens! C'est exactement ce qu'il ne faut pas faire. Ça confirme que pour le Parti conservateur, les changements climatiques, ce n'est pas important», a lancé le porte-parole, André Belisle.

Arthur Sandborn, de Greenpeace, affirme que l'industrie du camionnage au Canada émet 13 % des GES du Canada, la moitié de tout le secteur des transports, et qu'il faut plutôt encourager les changements de comportement. «C'est irresponsable, dit-il. Il

faudrait devenir de moins en moins dépendant du pétrole, pas l'inverse.»

## Des appuis

En revanche, cette mesure risque de plaire aux camionneurs, aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux entreprises du domaine de l'aviation, tous durement touchés par la hausse du prix des carburants.

Simon Prévost, de la FCEI, estime que les groupes environnementaux sont «utopiques». «La baisse de la taxe d'accise fédérale sur le diesel n'est pas une mesure qui touche tous les automobilistes, mais principalement les compagnies de transport. Il est utopique de penser qu'on peut se passer de camions de livraison. On a encore besoin de ce mode de transport», dit-il. Selon lui, les mentalités vont changer, et l'industrie du transport deviendra plus efficace, mais seulement «à long terme».

Cliff Mackay, président-directeur général de l'Association des chemins de fer du Canada, s'est d'ailleurs réjoui des intentions du chef conservateur. «Le transport ferroviaire est le moyen de transport de surface le plus économique en carburant, et cette initiative aidera nos fabricants et nos exportateurs à se démarquer de la concurrence à l'échelle nationale et internationale», a indiqué M. Mackay.

L'Association du transport aérien du Canada a de son côté exprimé sa «satisfaction» envers cette proposition, soulignant dans un communiqué que cette réduction représente une économie de 50 millions de dollars par an pour l'industrie. L'Association du camionnage du Québec n'a pas rappelé *Le Devoir* hier pour livrer ses commentaires.

Le Devoir  
Avec La Presse canadienne

dit M. Chevrier. Dans la tradition britannique, le débat parlementaire était considéré comme un sommet. Cette tradition se perd. Maintenant, les politiciens se rencontrent rarement, sauf dans les débats des chefs. Ils privilégient une parole décalée qui encourage l'incivilité. C'est difficile d'insulter son adversaire quand il est là, devant soi. Au contraire, c'est facile de le traiter de con ou de rire de son physique sur un site Internet.

Reste une question de fond: qui peut bien se laisser séduire par un site ouvrant sur une argumentation fécale? «Ce type de campagne vise le segment sofa de la population, entre 18 et 24 % de l'électorat, des gens sous-scolarisés, peu informés qui consomment beaucoup de télévision», répond le professeur Bernier. C'est un segment versatile qui se laisse convaincre sur la base des sentiments sociaux-affectifs et qui accorde beaucoup d'importance à la personnalité des politiciens.»

La professeure Anne-Marie Gingras, de l'Université Laval, spécialisée en communications politiques, pense que les publicités négatives, y compris celle en cause, ne peuvent finalement se révéler efficaces que dans un système bipartisan. «Aux États-Unis, en salissant son adversaire, on peut espérer gagner des voix, dit-elle. Au Canada, rien n'assure que la campagne anti-Dion va bénéficier aux conservateurs. Il y a d'autres options politiques. En plus, dans ce cas précis, la campagne de mauvais goût accentue le cynisme envers la politique, ce qui ne profite finalement à personne.»

Le Devoir

LE DEVOIR<sup>MD</sup>

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Le Devoir Inc. est propriétaire de la marque déposée Le Devoir, enregistrée auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, une division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Lével. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courrier abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390